

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3060

22 octobre 2014

### SOMMAIRE

Actar International S.A. ....	146834	MFR Naples S.à r.l. ....	146841
ADP I Luxembourg S.à r.l. ....	146838	Mobile Protect S.à r.l. ....	146841
Amella Investments S.à r.l. ....	146840	Pad SPF S.A. ....	146838
Colada HoldCo S.à r.l. ....	146851	Partela S.A. ....	146842
Cordea Savills Italian Opportunities No.2 .....	146840	Patron Sirius S.à r.l. ....	146838
CS Fund of Funds SICAV-SIF ....	146847	Peer Management Participation 2 S.A. ..	146838
De Beers ....	146840	Petite Afrique Immobilière S.A. ....	146839
Delphi International S.à r.l. ....	146844	Popso (Suisse) Investment Fund SICAV .....	146837
Delphi Latin America S.à r.l. ....	146844	Private Equity Holding (Luxembourg) S.A. .....	146840
Enovos International S.A. ....	146844	Reinet Stokes Holdings S.A. ....	146836
ESAS Luxembourg ....	146844	RSF I S.A. ....	146839
Eudora Holdco S.à r.l. ....	146880	SHCO 92 S.à r.l. ....	146835
European Directories S.A. ....	146843	SINEK Capital S.A. ....	146836
Financial Reporting Systems Luxembourg S.A. ....	146834	Slaag S.à r.l. ....	146835
Go Find IT Technologies S.à r.l. ....	146841	SR Diffusion S.à r.l. ....	146842
Harrods Property Investments Sàrl ....	146834	Technisys S.A. ....	146852
Helarb Investments Manager S.à r.l. ....	146834	The Association of British and Irish Ac- countants in Luxembourg ....	146836
Hutchison Ports España S.à r.l. ....	146845	Trans Ferreira S.à r.l. ....	146839
Immobilière & Associés Sàrl ....	146843	Twist Beauty Packaging S.à r.l. ....	146835
Immobilière Ferreira Sàrl ....	146837	White Cap S.A. ....	146834
Immo Invest du Limpertsberg S.A. ....	146843	Wolters Kluwer Financial Services Luxem- bourg S.A. ....	146834
Intaj Luminus S.à r.l. ....	146842	Zeta Funds ....	146839
Intellectual Trade Cy Holding S.A. - SPF .....	146837		
Martin S.A. ....	146837		

**White Cap S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.  
R.C.S. Luxembourg B 187.285.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Diekirch, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143149/10.

(140162446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

---

**Wolters Kluwer Financial Services Luxembourg S.A, Société Anonyme,  
(anc. Financial Reporting Systems Luxembourg S.A.).**

Siège social: L-8308 Capellen, 89, rue Pafebruch.  
R.C.S. Luxembourg B 54.638.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143150/10.

(140162236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

---

**Harrods Property Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 137.537.

Les comptes annuels au 31 janvier 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Harrods Property Investments S.à r.l.*

*Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.*

Référence de publication: 2014144146/11.

(140163645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

---

**Helarb Investments Manager S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 124.087.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014144161/11.

(140163622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

---

**Actar International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.  
R.C.S. Luxembourg B 22.562.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

*Pour le conseil d'administration*

*Signatures*

Référence de publication: 2014143882/12.

(140163885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

---

**Slaag S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 6C, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 173.478.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 12/09/2014.

Référence de publication: 2014143052/10.

(140162307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Twist Beauty Packaging S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 284.161,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 152.772.

Par résolutions signées en date du 8 juillet 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Renouvellement du mandat de réviseur d'entreprises agréé de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 août 2014.

Référence de publication: 2014143114/14.

(140162032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**SHCO 92 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 189.617.

*Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 5 Septembre 2014*

1. Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l. a démissionné de son mandat de gérant.

2. M. Emilio CASES NOLLA, administrateur de sociétés, né à Barcelone (Espagne) le 3 Mars 1958, résidant professionnellement à 08007 Barcelone (Espagne), Paseo de Gracia 11, esc B, planta 9a, a été nommé gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

3. M. Thomas Caperton DEAS Jr, administrateur de sociétés, né en Virginie (Etats-Unis) le 6 Avril 1950, résidant professionnellement à 19103 Philadelphia (Etats-Unis), No1735 Market Street, a été nommé gérant de catégorie A pour une durée indéterminée.

4. Mme Victoria Valin WALTON, administrateur de sociétés, née en Pennsylvanie (Etats-Unis) le 30 Janvier 1960, résidant professionnellement à 19103 Philadelphia (Etats-Unis), No1735 Market Street, a été nommée gérante de catégorie A pour une durée indéterminée.

5. M. Roeland DE GRAAF, administrateur de sociétés, né à Hilversum (Pays-Bas) le 23 Décembre 1985, résidant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

6. Mme Virginie DECONINCK, administrateur de sociétés, née à Rocourt (Belgique), le 11 Octobre 1976, résidant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée gérante de catégorie B pour une durée indéterminée.

7. M. Ralph Hendrikus HEIJDER, administrateur de sociétés, né à Oss (Pays-Bas), le 16 Mars 1978, résidant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6 rue Eugène, a été nommé gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 12 Septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SHCO 92 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014143081/30.

(140162131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**The Association of British and Irish Accountants in Luxembourg, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg F 2.464.

Les statuts coordonnés au 2 juillet 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143110/10.

(140162436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Reinet Stokes Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 151.422.

*Extrait d'une résolution circulaire de l'actionnaire unique du 9 septembre 2014*

L'actionnaire unique a décidé de nommer Monsieur Frederik Wilhelm van Zyl, résidant professionnellement au 15, Hill Street, W1J 5QT, London, Royaume-Uni, en tant qu'administrateur pour une période de 6 années.

L'actionnaire unique a également décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers en tant que commissaire aux comptes jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Certifié conforme à l'original

Référence de publication: 2014143698/15.

(140162694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**SINEK Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 109.016.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 4 septembre 2014*

Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires tenue à Luxembourg en date du 4 septembre 2014 que:

1. Monsieur Benoît BAUDUIN, avec adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider; L-2522 Luxembourg, a été révoqué, avec effet au 4 septembre 2014, de son poste d'administrateur de catégorie B de la société;
2. Monsieur Patrick MOINET, avec adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider; L-2522 Luxembourg, a été révoqué, avec effet au 4 septembre 2014, de son poste d'administrateur de catégorie B de la société;
3. Monsieur Luc GERONDAL, avec adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider; L-2522 Luxembourg, a été révoqué, avec effet au 4 septembre 2014, de son poste d'administrateur de catégorie B de la société;
4. Madame Marie-Hedwige EL KHOURY, avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, a été nommée, avec effet au 4 septembre 2014, administrateur de catégorie B de la société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017;
5. Monsieur Marco CASAGRANDE avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, a été nommé, avec effet au 4 septembre 2014, administrateur de catégorie B de la société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017;
6. Monsieur Francois KAROLYI avec adresse professionnelle au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, a été nommé, avec effet au 4 septembre 2014, administrateur de catégorie B de la société jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2017;
7. Le siège social de la société est transféré du 6, rue Guillaume Schneider, L - 2522 Luxembourg au 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2014143086/29.

(140162101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Immobilière Ferreira Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9047 Ettelbruck, 25, rue Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 144.045.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143486/9.

(140162765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Intellectual Trade Cy Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 14.039.

Les comptes annuels au 30 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143490/9.

(140163140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Martin S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 52.624.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143600/10.

(140162858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Popso (Suisse) Investment Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 25, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 68.857.

I. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui s'est tenue en date du 8 septembre 2014 a pris note de la démission de Mr. Brunello PERUCCHI, 1, Via Maggio, CH - 6901 Lugano et nommé Mr. Mauro PEDRAZZETTI comme administrateur, ayant comme adresse professionnelle 2a, Via Luvini, CH-6900 Lugano, pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

II. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui s'est tenue en date du 8 septembre 2014 a décidé:

a) de renouveler le mandat de:

Mr. Hermann BEYTHAN, 35, Avenue J.F. Kennedy, L - 1855 Luxembourg,

Mr. Luigi CARUGO, 16, Piazza Garibaldi, I - 23100 Sondrio,

Mr. Yvon LAURET, 58, rue Glesener, L - 1630 Luxembourg,

Mr. Roberto MASTROMARCHI, 1, Via Maggio, CH - 6901 Lugano et

en leur qualité d'administrateur pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015,

b) de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers, Société coopérative, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg à la fonction de Réviseur d'Entreprises pour une période d'un an prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2015.

*Pour Popso (Suisse) Investment Fund SICAV*

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC INVESTOR SERVICES BANK S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014143655/26.

(140163093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Patron Sirius S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 156.721.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143647/10.

(140163477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Pad SPF S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-2630 Luxembourg, 7, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 116.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014143659/10.

(140163392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**ADP I Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 10.000.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.549.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Carsten SÖNS

Mandataire

Référence de publication: 2014143883/12.

(140163534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Peer Management Participation 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 164.663.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 10 septembre 2014*

- L'Assemblée accepte la démission en tant qu'administrateur de Madame Fleur Ouzilou, employée privée, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

- L'Assemblée nomme en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Riccardo Incani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017 qui se tiendra en 2018.

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Cyrille Vallée, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CG Consulting S.A., ayant son siège social au 40, Avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017 qui se tiendra en 2018.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014143649/22.

(140162981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Petite Afrique Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 54.536.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PETITE AFRIQUE IMMOBILIERE S.A.

Alexis DE BERNARDI / Gioacchino GALIONE

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014143675/12.

(140163084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Zeta Funds, Société Anonyme.**

Siège social: L-1636 Luxembourg, 10, rue Willy Goergen.

R.C.S. Luxembourg B 118.776.

Par la présente, je vous informe que je démissionne de mon mandat d'administrateur de la société ZETA FUNDS S.A.,  
immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 118776.

La présente prend effet immédiatement.

Luxembourg, le 17/07/2014.

Lex THIELEN / Joe THIELEN

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014144543/13.

(140163563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Trans Ferreira S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 187.465.

*Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire*

L'assemblée générale extraordinaire du 08 septembre 2014, a pris à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

- décide de transférer l'adresse du siège social de la société de:

L-4830 RODANGE 3, route de Longwy à

L-4830 RODANGE 4, route de Longwy

Rodange, le 08 septembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014143787/14.

(140162739) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**RSF I S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 153.128.

*Extrait d'une résolution circulaire de l'actionnaire unique du 9 septembre 2014*

L'actionnaire unique a décidé de nommer Monsieur Frederik Wilhelm van Zyl, résidant professionnellement au 15,  
Hill Street, W1J 5QT, London, Royaume-Uni, en tant qu'administrateur pour une période de 6 années.

L'actionnaire unique a également décidé de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers en tant que commissaire  
aux comptes jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Certifié conforme à l'original

Référence de publication: 2014143705/15.

(140162693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.



**Amella Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 182.921.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69318 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014142575/10.

(140162013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

---

**De Beers, Société Anonyme.**

Siège social: L-1255 Luxembourg, 48, rue de Bragance.  
R.C.S. Luxembourg B 78.985.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Référence de publication: 2014142702/10.

(140162467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

---

**Private Equity Holding (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 61.244.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Private Equity Holding (Luxembourg) S.A.

Représenté par M. Stéphane Hépineuze

Administrateur

Référence de publication: 2014143015/13.

(140162673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

---

**Cordea Savills Italian Opportunities No.2, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 10, rue C.M. Spoo.  
R.C.S. Luxembourg B 131.317.

*Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 10 juillet 2014*

1. M. Richard James a démissionné de son mandat en qualité de gérant avec effet au 27 août 2014.
2. Mme. Nicola Hordern, avec adresse au 33 Margaret Street, W1G 0JD Londres, Grande-Bretagne, a été nommé en qualité de gérant avec effet au 27 août 2014 et pour une durée indéterminée.

3. Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:

- Monsieur Godfrey Abel
- Monsieur Michael Chidiac
- Madame Nicola Hordern
- Madame Lorna Mackie

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2014.

*Pour la Société*

Signature

Référence de publication: 2014142660/21.

(140162094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

---



**Mobile Protect S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 190.032.

En vertu d'une cession sous seing privé en date du 18 août 2014, les 12.500 parts sociales de la société Mobile Protect S.à r.l. enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 190.032 détenues par la société Parfinindus ont été cédées à Madame Marie-Jeanne ANTONINI, née GAZZO le 20 novembre 1967 à Bastia (France) demeurant 8, Boulevard Paoli, F-20200 Bastia pour 6.250 parts sociales et à Monsieur Louis ANTONINI, né le 11 août 1958 à Salon-de-Provence (France), demeurant 8, Boulevard Paoli, F-20200 Bastia pour 6.250 parts sociales.

Pour avis sincère et conforme

Référence de publication: 2014142951/14.

(140162245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Go Find IT Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 170.730.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014142823/14.

(140162432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**MFR Naples S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 18.075,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 103.530.

*Extrait des résolutions prises par les associées en date du 4 septembre 2014*

1. Monsieur Julien PONSON a démissionné de son mandat de gérant B avec effet au 16 juillet 2014.
2. Monsieur Pierre CLAUDEL a démissionné de son mandat de gérant B avec effet au 16 juillet 2014.
3. Madame Miroslava JASSOVA, administrateur de sociétés, née le 15 juillet 1988 à Dolny Kubin (Slovaquie), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante B avec effet au 16 juillet 2014 pour une durée indéterminée.
4. Monsieur Ludovic TROGLIERO, administrateur de sociétés, né le 8 juin 1979 à Clichy-la-Garenne (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B avec effet au 16 juillet 2014 pour une durée indéterminée.

*Extrait des résolutions prises par les associées en date du 9 septembre 2014*

Le siège de la société a été transféré de L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec effet au 15 août 2014.

Veuillez prendre note que l'associée Outlet Site Holdings S.à r.l. a transféré son siège à L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert avec effet au 15 août 2014.

Luxembourg, le 12 septembre 2014.

Pour extraits et avis sincères et conformes

Pour MFR Naples S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014142947/26.

(140162012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**SR Diffusion S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4984 Sanem, Z.I. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 167.350.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014143102/9.

(140162134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Intaj Luminus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 185.315.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 1<sup>er</sup> août 2014.

Référence de publication: 2014142836/11.

(140162283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Partela S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 145.798.

*Auszug aus dem Protokoll der Ausserordentlichen Generalversammlung vom 30. August 2014*

Es wurde folgendes beschlossen:

**1. - Kündigungen**

Die Kündigungen vom 18.04.14 des Herren Georges MAJERUS und Ludwig BARTH als Verwaltungsrats-Mitglieder wurden akzeptiert.

Die Kündigung vom 23.04.14 der LUXEMBOURG CORPORATION COMPAGNY S.A., registriert beim RCSL unter B 37974 als Verwaltungsrats-Mitglied wurde akzeptiert.

Die Kündigung vom 18.04.14 des Herrn Georges MAJERUS als Delegierte des Verwaltungsrates wurde akzeptiert.

Die Kündigung vom 18.04.14 der CAS SERVICES S.A., registriert beim RCSL unter B 68168 als Rechnungskommissar wurde akzeptiert.

**2. - Verwaltung**

Zu neuen Verwaltungsratsmitgliedern bestellte die Versammlung:

Herrn Alexander BECK, geboren am 07/12/1973 in Feldkirch (Österreich), geschäftsansässig in der Bahnhofstrasse 21 in -CH- 9470 BUCHS

Herrn Richard KOHL, geboren am 17/09/1955 in Bitburg (Deutschland), geschäftsansässig in 6-8 Op der Ahlkerrech, in 6776 GREVENMACHER (Luxemburg).

Herrn Marc KERNEL, geboren am 29/04/1957 in Sélestat (Frankreich) geschäftsansässig in 6, rue Enz in -L- 5532 REMICH (Luxemburg)

Zum neuen Delegierte des Verwaltungsrates wurde bestellt:

Herrn Richard KOHL, geboren am 17/09/1955 in Bitburg (Deutschland), geschäftsansässig in 6-8 Op der Ahlkerrech, in 6776 GREVENMACHER (Luxemburg).

Alle diese Mandate werden bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2020 geführt.

**3. - Rechnungskommissar**

Zum neuen Rechnungskommissar wurde die Kopalux Trust S. à r. l., eingetragen im Handelsregister unter der Nummer B 171586, mit Sitz in 6-8, Op der Ahlkerrech, L-6776 Grevenmacher bestellt. Diese nimmt das Mandat an und führt es bis zur ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2020 weiter.

Die Versammlung

Référence de publication: 2014142993/34.

(140162370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 septembre 2014.

**Immobilière & Associés Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1424 Luxembourg, 10, rue Duchscher.

R.C.S. Luxembourg B 166.526.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2014.

Référence de publication: 2014143482/10.

(140163354) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**European Directories S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 108.024.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 20 août 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission de Vincent Fandozzi, avec adresse au 399, Park Avenue, 3<sup>rd</sup> Floor, NY 10022 New York, Etats-Unis, de son mandat d'administrateur, avec effet au 14 mai 2013;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 août 2014.

Référence de publication: 2014144058/12.

(140163566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Immo Invest du Limpertsberg S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 155.638.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 2014*

Les décisions suivantes ont été prises

**1.- Démissions**

La démission du 16.04.14 de Monsieur Georges MAJERUS en sa qualité d'administrateur a été acceptée.

La démission du 16.04.14 de Monsieur Georges MAJERUS en sa qualité d'administrateur délégué a été acceptée.

La démission du 18.04.14 de la société CAS SERVICES S.A., enregistrée au RCSL sous B 168 et agissant commissaire aux comptes a été acceptée.

**2.- Administration**

Comme nouveaux membres du conseil d'administration ont été nommés:

Monsieur Alexander BECK, né le 07/12/1973 à Feldkirch (Autriche), demeurant professionnellement au Bahnhofstrasse 21 à -CH- 9470 BUCHS

Monsieur Richard KOHL, né le 17/09/1955 à Bitburg (Allemagne), demeurant professionnellement au 6-8 Op der Ahlkërrech, à 6776 GREVENMACHER (Luxembourg).

Monsieur Marc KERNEL, né le 29/04/1957 à Sélestat (France) demeurant professionnellement au 6, rue Enz à -L- 5532 REMICH (Luxembourg)

Pour l'administration journalière, il a été nommé:

Monsieur Richard KOHL, né le 17/09/1955 à Bitburg (Allemagne), demeurant professionnellement au 6-8 Op der Ahlkërrech, à 6776 Grevenmacher (Luxembourg).

L'ensemble de ces mandats sont à durée déterminée et seront à renouveler lors de l'assemblée générale ordinaire se tenant en 2020.

**3.- Commissariat aux comptes**

La société Kopalux Trust S. à r. l., enregistrée au RCS de Luxembourg sous numéro B171586, et ayant son siège au 6-8, Op der Ahlkërrech, à L-6776 Grevenmacher a été nommée aux fonctions de commissaire aux comptes. Son mandat est à durée déterminée et sera à renouveler lors de l'assemblée générale ordinaire se tenant en 2020.

*L'assemblée*

Référence de publication: 2014143471/32.

(140162822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 septembre 2014.

**Delphi International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 147.704.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144041/9.

(140163631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Delphi Latin America S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4940 Bascharage, avenue de Luxembourg.  
R.C.S. Luxembourg B 148.278.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144042/9.

(140163633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Enovos International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4327 Esch-sur-Alzette, 2, Domaine du Schlassgoard.  
R.C.S. Luxembourg B 11.723.

*Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration du 27 juin 2014*

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration que sur décision de l'Administration Communale d'Esch/Alzette, l'adresse de la société a été changée comme suit:

2, Domaine du Schlassgoard

L-4327 Esch-sur-Alzette

Esch/Alzette, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014144069/13.

(140163660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**ESAS Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.  
R.C.S. Luxembourg B 134.402.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement en date du 11 octobre 2013 à Bertrange*

L'Assemblée Générale a pris la résolution suivante:

1. L'Assemblée Générale constate la démission de Monsieur Benny Vervliet de son poste d'administrateur au 31 décembre 2012. Elle nomme en remplacement, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2013, date effective de son entrée en fonction, Monsieur Bavo De Cock, demeurant à Mispelstraat, 140 à B-9100 SINT-NIKLAAS, pour une durée de six ans.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement en date du 17 octobre 2013 à Bertrange*

L'Assemblée Générale a pris la résolution suivante:

1. Les mandats des administrateurs de Monsieur Stéphane Nonnweiler et de Monsieur Robert Decant sont renouvelés pour une durée de six ans.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 17 octobre 2013 à Bertrange*

Les administrateurs ont pris la résolution suivante:

1. Ils décident de nommer Monsieur Stéphane Nonnweiler aux postes d'Administrateur-Délégué et de Président du Conseil d'Administration pour une durée de six ans.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014144073/23.

(140163896) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.

**Hutchison Ports España S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 20.000,00.**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 7, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 112.343.

—  
In the year two thousand and fourteen, on the fifth of september.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, civil law notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

It appeared:

Hutchison Ports Investments S.à r.l (the “Sole Partner”), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, with registered share capital amounting to EUR 12,750 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 78743,

here represented by Ms. Myriam Bleser, with professional address at 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal on September 4, 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The Sole Partner is present or represented and declares that it has had due notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notice was necessary.

II. The appearing person is the Sole Partner of the société à responsabilité limitée established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name of “Hutchison Ports España S.à r.l.” (the “Company”), having its registered office at 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, with registered share capital amounting to EUR 15,000 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 112343, incorporated by the undersigned notary, on November 23, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of March 9, 2006 under number 502, and whose articles of association have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary, on February 25, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1192, dated June 3, 2011.

III. The Company’s share capital is set at fifteen thousand euro (EUR 15,000) represented by six hundred (600) shares, having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each.

IV. The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the Company’s corporate capital to the extent of five thousand euro (EUR 5,000) so as to raise it from its present amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000) to twenty thousand euro (EUR 20,000) by creation and issuance of two hundred (200) new shares (the “New Shares”), all having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each, together with a share premium of twenty-nine million nine hundred and ninety-five thousand euro (EUR 29,995,000) out of which five hundred euro (EUR 500) shall be allocated to the legal reserve account of the Company.

2. Amendment of article 6 of the Company’s articles of association which shall henceforth read as follows:

“**Art. 6.** The company’s capital is set at EUR 20,000 (twenty thousand euro) represented by 800 (eight hundred) shares of EUR 25 (twenty-five euro) each.”

3. Miscellaneous.

V. The Sole Partner, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

*First resolution:*

The Sole Partner, decides to increase the corporate capital to the extent of five thousand euro (EUR 5,000) so as to raise it from its present amount of fifteen thousand euro (EUR 15,000) to twenty thousand euro (EUR 20,000) by creation and issuance of two hundred (200) new shares (the “New Shares”), all having a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each, and to be subscribed in cash with a share premium of twenty-nine million nine hundred and ninety-five thousand euro (EUR 29,995,000) out of which five hundred euro (EUR 500) shall be allocated to the legal reserve account of the Company.

*Intervention - Subscription - Payment*

Thereupon the Sole Partner, prenamed and represented as stated above declared to subscribe to the New Shares having a par value of twenty five euro (EUR 25) each, and to pay them up by cash with the share premium of twenty-nine million nine hundred and ninety-five thousand euro (EUR 29,995,000) out of which five hundred euro (EUR 500) shall be allocated to the legal reserve account of the Company.

The amount of thirty million euro (EUR 30,000,000) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

*Second resolution:*

As a consequence of the foregoing resolutions, the Sole Partner decides to amend the article 6 of the articles of incorporation, which shall be worded as follows:

“ **Art. 6.** The Company’s capital is set at EUR 20,000 (twenty thousand euro) represented by 800 (eight hundred) shares of EUR 25 (twenty-five euro) each.”

*Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this operation, have been estimated at about seven thousand Euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L’an deux mille quatorze, le cinq septembre.

Pardevant Nous, Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Hutchison Ports Investments S.à r.l (l’«Associé Unique»), une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, ayant son siège social au 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, dont le capital social est de EUR 12.750 et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 78.743,

Ici représentée par Mme. Myriam Bleser, ayant son adresse professionnelle au 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d’une procuration donnée sous seing privé le 4 septembre 2014

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Lequel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentaire d’acter que:

I. Par conséquent, l’Associé Unique présent ou représenté déclare avoir eu connaissance de l’ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable.

II. La personne comparante est l’Associé Unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Hutchison Ports España S.à r.l.» (la «Société»), ayant son siège social au 7, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, dont le capital social est de EUR 15.000 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 112.343, constituée par acte du notaire instrumentant, notaire de résidence à Luxembourg en date du 23 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 502 du 9 mars 2006, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant, en date du 25 février 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1192 du 3 juin 2011.

III. Le capital social de la Société est fixé à quinze mille euro (EUR 15.000) représenté par six cent (600) parts sociales, toutes d’une valeur nominale de vingt-cinq euro (EUR 25) chacune.

IV. L’ordre du jour de l’assemblée est le suivant:

1.- Augmentation du capital social de la société pour un montant de cinq mille euro (EUR 5.000) pour l’augmenter de son montant actuel de quinze mille euro (EUR 15.000) à un montant de vingt mille euro (EUR 20.000) par la création et l’émission de deux cents (200) nouvelles parts sociales (les «Nouvelles Parts Sociales»), d’une valeur nominale de vingt-cinq euro (EUR 25) chacune, ensemble avec une prime d’émission de vingt-neuf millions neuf cent quatre-vingt-quinze-mille euro (EUR 29.995.000) dont cinq cents euro (EUR 500) devraient être attribués à la réserve légale de la Société.

2.- Modification de l’article 6 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à EUR 20.000, (vingt mille euro) divisé en 800 (huit cents) parts sociales de EUR 25 (vingt-cinq euro) chacune».

3.- Divers.

V. L’Associé Unique, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L’Associé Unique décide d’augmenter le capital social souscrit d’un montant de cinq mille euro (EUR 5.000) pour l’augmenter de son montant actuel de quinze mille euro (EUR 15.000) à un montant de vingt mille euro (EUR 20.000) par la création et l’émission de deux cents (200) nouvelles parts sociales (les «Nouvelles Parts Sociales»), d’une valeur



nominale de vingt-cinq euro (EUR 25) chacune, ensemble avec une prime d'émission de vingt-neuf millions neuf cent quatre-vingt-quinze-mille euro (EUR 29.995.000) dont cinq cents euro (EUR 500) devraient être attribués à la réserve légale de la Société.

*Intervention - Souscription - Libération*

Sur ce, l'Associé Unique, prénommé, et représenté comme indiqué ci-dessus, a déclaré souscrire les Nouvelles Parts Sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euro chacune (EUR 25), et de les payer en numéraire avec la prime d'émission de vingt-neuf millions neuf cent quatre-vingt-quinze-mille euro (EUR 29.995.000) dont cinq cents euro (EUR 500) devraient être attribués à la réserve légale de la Société.

Le montant de trente millions (EUR 30.000.000) a été intégralement libéré en numéraire et est maintenant à la disposition de la Société, preuve de quoi a été donnée au notaire.

*Seconde résolution:*

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6 des statuts comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à EUR 20.000, (vingt mille euro) divisé en 800 (huit cents) parts sociales de EUR 25 (vingt-cinq euro) chacune».

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de cette opération, s'élève à environ sept mille Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. BLESER, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 8 septembre 2014. Relation: LAC/2014/41606. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014141525/137.

(140160639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

**CS Fund of Funds SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 131.403.

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of the month of August;

Before Us Me Henri WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned,  
was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of CS FUND OF FUNDS SICAV-SIF, a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) - specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé), incorporated pursuant to a notarial deed dated 21 August 2007 drawn up by Me Paul DECKER, notary then residing in Luxembourg-Eich, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2081 of 25 September 2007, registered with the Register of Trade and Companies of Luxembourg under the number B 131 403, and having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"). The articles of incorporation of the Company were last amended through a notarial deed dated 17 December 2013, drawn up by the officiating notary and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 943, page 45240 of 12 April 2014.

The Meeting elected as chairman Mr. Rudolf KOEMEN, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The chairman appointed as secretary of the Meeting Ms. Jacqueline SIEBENALLER, Director, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The Meeting elects as scrutineer Ms. Elizabete MACHADO, Assistant Vice President, Credit Suisse Fund Management S.A., with professional address at L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the Meeting is the following:



1. Amendment of Art. 5 "Capital and Ownership of Shares" in order to introduce the possibility for the Company to issue shares in dematerialised form and to remove the possibility to issue bearer shares. Further introduction of the obligation for holders of bearer shares to convert these shares into registered or dematerialised shares, and of other minor changes in order to align on the provisions of the law of 6 April 2013;

2. Introduction of a new Article 6 "Replacement of Certificates" in order to introduce the possibility for the Company to replace lost share certificates, along with the conditions under which such replacement may take place and the procedure for the replacement;

3. Amendment of Article 7 "U.S. Person" to "U.S. Matters" in order to update the articles of incorporation of the Company in line with the requirements of the U.S. Foreign Account Tax Compliance Act ("FATCA"), by introducing the requirement for the shareholders and investors of the Company to provide certain information required under FATCA, which may be disclosed by the Company or its alternative investment fund manager to the U.S. internal revenue service ("IRS");

4. Amendment to Article 27 "Liquidation" in order to introduce the possibility for the Company to liquidate individual classes of shares, and to remove the threshold of twenty (20) million Euro or the equivalent in another currency below which the board of directors may decide to dissolve a Subfund. Further introduction of the possibility for the board of directors to dissolve a Subfund if the Subfund may no longer be appropriately managed within the interest of the shareholders. Further minor changes and rearrangement of the language;

5. Renumbering of the articles of incorporation further to the introduction of the new Article. 6.

II. The shareholder present or represented, the proxy of the represented shareholder and the number of his shares are shown on an attendance list. This attendance list, signed ne varietur by the proxyholders of the represented shareholder, by the bureau of the Meeting and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. The present Meeting was convened by notices containing the agenda sent by registered mail on 25 July 2014 to the registered shareholders.

IV. The resolutions on the agenda require a quorum of 50% of the share capital of the Company to be present or represented and may only be validly taken if approved by at least 2/3 of the votes cast at the Meeting.

V. It appears from the attendance list that, all shares in issue as at 4 August 2014 are represented and that they represent 100% of the share capital of the Company.

VI. As a result of the foregoing, the present Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda.

After approval of the statements of the Chairman and having verified that it was regularly constituted, the Meeting passed, after deliberation, the following resolution by unanimous vote:

*First resolution*

The Meeting RESOLVES to amend article 5 "Capital and Ownership of Shares" of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

"The capital of the Corporation shall be represented by shares of no par value and shall at the time of establishment amount to fifty thousand Euros (EUR 50,000.-). Thereafter, the capital of the Corporation will at all times be equal to the total net assets of the Corporation as defined in Article 22 hereof.

The minimum capital of the Corporation shall be at least the equivalent of one million two hundred and fifty thousand in Euro (EUR 1,250,000.-) within a period of 12 months following the authorization of the Corporation.

The Board of Directors is authorized without limitation to issue further shares at any time in accordance with the Law of 13 February 2007 and Article 24. The Board of Directors may delegate to any duly authorized director (the "Director") or officer of the Corporation or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new shares.

Such shares may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes and the proceeds of the issue of one or more classes of shares be accounted for in subfunds or pools of assets established pursuant to Article 22 hereof and shall invest in transferable securities and other investments permitted by the Law of 13 February 2007 corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or such other areas or sectors, including in units of other undertakings for collective investments as the Board of Directors shall from time to time determine in respect of each subfund (the "Subfund").

The Board of Directors may further decide, in connection with each such Subfund or pool of assets to create and issue new classes of shares within any Subfund that will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Subfund concerned but where a specific sales and redemption charge structure or hedging policy or currency denomination or other distinguishing feature is applied to each class. For the purpose of determining the capital of the Corporation, the assets and liabilities of the Subfund shall be allocated to the individual classes of shares. If not expressed in Euro respectively, they shall be converted into Euro respectively and the capital shall be the total net assets of all the classes.

Shares are issued in registered or dematerialized form. The Corporation reserves the right to reject any subscription application for shares, whether in whole or in part, for whatever reason.

Any bearer shares outstanding must be presented by the holders thereof for conversion into registered or dematerialized shares as soon as possible, the costs of which may be charged to the bearer shareholder. The Board of Directors may in its discretion decide whether to issue certificates in respect of registered shares or not, unless expressly requested to issue certificates by the person recorded in the register. Dematerialized shares may be held through collective depositories. In such cases, shareholders shall receive a confirmation in relation to their shares from the depository of their choice (for example, their bank or broker), or shares may be held by shareholders directly in a registered account kept for the Corporation and its shareholders by the Corporation's central administration. These shareholders will be registered by the central administration. Shares held by a depository may be transferred to an account of the shareholder with the central administration or to an account with other depositories approved by the Corporation or, with an institution participating in the securities and fund clearing systems. Conversely shares held in a shareholder's account kept by the central administration may at any time be transferred to an account with a depository.

Subscription applications shall be submitted to the persons in the manner and within the time period specified in the Offering Memorandum. Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Article 24 hereof. The subscriber will, without undue delay, obtain confirmation of his shareholding.

If applicable, payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, at their address in the register of shareholders (the "Register of Shareholders").

All issued registered shares of the Corporation shall be inscribed in the Register of Shareholders in compliance with the provisions of article 39 of the law of 10 August 1915, as may be amended from time to time, which shall be kept by the Corporation or by one or more persons designated therefore by the Corporation and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of inscribed shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Corporation, the number and class of shares held by him and the amount paid in on each such share. Every transfer of a registered share shall be entered in the Register of Shareholders, and every such entry shall be signed by one or more officers of the Corporation or by one or more persons designated by the Board of Directors.

Transfer of registered shares shall be reserved to investors qualifying as "well informed investors" within the meaning of article 2 of the Law of 13 February 2007 only. Further, transfer of registered shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

Every registered shareholder must provide the Corporation with an address to which all notices and announcements from the Corporation may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders.

In the event that such shareholder does not provide such address, the Corporation may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Corporation, or such other address as may be so entered by the Corporation from time to time, until another address shall be provided to the Corporation by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Corporation at its registered office, or at such other address as may be set by the Corporation from time to time. If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered in the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Board of Directors shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend."

#### *Second resolution*

The Meeting RESOLVES to insert a new article 6 "Replacement of Certificates" which shall read as follows:

**" Art. 6. Replacement of Certificates.** If any shareholder can prove to the satisfaction of the Corporation that his share certificate has been mislaid, stolen or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Board of Directors may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

Mutilated share certificates may be exchanged for new ones by order of the Corporation. The mutilated certificates shall be delivered to the Corporation and shall be annulled immediately.

The Corporation may, at its discretion, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Corporation in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate."

#### *Third resolution*

The Meeting RESOLVES to amend article 7 "U.S. Person" to "U.S. Matters" of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

**" Art. 8. U.S. Matters.** Whenever used in these Articles, "U.S. person", subject to such applicable law and to such changes as the Board of Directors shall notify to shareholders, shall mean a national or resident of the United States of

America or any of its territories, possessions or other areas subject to its jurisdiction, including the States and the Federal District of Columbia ("United States") (including any corporation, partnership or other entity created or organised in, or under the laws, of the United States or any political subdivision thereof), or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States) is not included in gross income for the purpose of computing United States federal income tax, provided, however, that the term "U.S. person" shall not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside the United States as a locally regulated branch or agency engaged in the banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities under the United States Securities Act 1933, as amended including (but without restriction) as described in section 7701(a)(30) of the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.

Each Shareholder and each transferee of a Shareholder's interest in any Subfund shall furnish (including by way of updates) to the Corporation, or any third party designated by the Corporation (a «Designated Third Party»), in such form and at such time as is reasonably requested by the Corporation (including by way of electronic certification) any information, representations, waivers and forms relating to the Shareholder (or the Shareholder's direct or indirect owners or account holders) as shall reasonably be requested by the Corporation or the Designated Third Party to assist it in obtaining any exemption, reduction or refund of any withholding or other taxes imposed by any taxing authority or other governmental agency (including withholding taxes imposed pursuant to the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement, or any agreement entered into pursuant to any such legislation or intergovernmental agreement) upon the Corporation, amounts paid to the Corporation, or amounts allocable or distributable by the Corporation to such Shareholder or transferee. In the event that any Shareholder or transferee of a Shareholder's interest fails to furnish such information, representations, waivers or forms to the Corporation or the Designated Third Party, the Corporation or the Designated Third Party shall have full authority to take any and all of the following actions:

- a) Withhold any taxes required to be withheld pursuant to any applicable legislation, regulations, rules or agreements;
- b) Redeem the Shareholder's or transferee's interest in any Subfund as set out in Article 7;
- c) Form and operate an investment vehicle organized in the United States that is treated as a "domestic partnership" for purposes of section 7701 of the Internal Revenue Code of 1986, as amended and transfer such Shareholder's or transferee's interest in any Subfund or interest in such Subfund assets and liabilities to such investment vehicle. If requested by the Corporation or the Designated Third Party, the Shareholder or transferee shall execute any and all documents, opinions, instruments and certificates as the Corporation or the Designated Third Party shall have reasonably requested or that are otherwise required to effectuate the foregoing. Each Shareholder hereby grants to the Corporation or the Designated Third Party a power of attorney, coupled with an interest, to execute any such documents, opinions, instruments or certificates on behalf of the Shareholder, if the Shareholder fails to do so.

The Corporation or the Designated Third Party may disclose information regarding any Shareholder (including any information provided by the Shareholder pursuant to this Article) to any person to whom information is required or requested to be disclosed by any taxing authority or other governmental agency including transfers to jurisdictions which do not have strict data protection or similar laws, to enable the Corporation to comply with any applicable law or regulation or agreement with a governmental authority. Each Shareholder hereby waives all rights it may have under applicable bank secrecy, data protection and similar legislation that would otherwise prohibit any such disclosure and warrants that each person whose information it provides (or has provided) to the Corporation or the Designated Third Party has been given such information, and has given such consent, as may be necessary to permit the collection, processing, disclosure, transfer and reporting of their information as set out in this Article and this paragraph.

The Corporation or the Designated Third Party may enter into agreements with any applicable taxing authority (including any agreement entered into pursuant to the Hiring Incentives to Restore Employment Act of 2010, or any similar or successor legislation or intergovernmental agreement) to the extent it determines such an agreement is in the best interest of the Corporation or any Shareholder."

#### *Fourth resolution*

The Meeting RESOLVES to amend article 27 "Liquidation" of the Articles, which shall henceforth be read as follows:

**" Art. 28. Liquidation.** In the event of dissolution of the Corporation, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation, as required by Luxembourg law. For the dissolution to be valid, the minimum quorum prescribed by law must be met.

The net proceeds of liquidation corresponding to each class of shares shall be distributed by the liquidators to the holders of shares of each class in proportion to their holding of shares in such class.

The dissolution of a Subfund or class of shares, as the case may be, and the compulsory redemption of shares in the relevant Subfund or class of shares, as applicable, may be made by resolution passed by the Board of Directors, as the Subfund may no longer be appropriately managed within the interest of the shareholders or by a resolution passed by the general meeting of shareholders in the relevant Subfund in question or class of shares, as applicable. The quorum and

majority requirements prescribed by Luxembourg law for decisions regarding amendments to the Articles of Incorporation are applicable to such meetings.

Any decision of the Board of Directors of the Corporation to dissolve a Subfund shall be published as specified in the Offering Memorandum. The Net Asset Value of shares in the Subfund concerned will be paid out on such date as specified in the Offering Memorandum.

In that event, the Corporation may upon prior notice to the holders of shares of such Subfund proceed to a compulsory redemption of all shares of the given class at the Net Asset Value calculated (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) at the Valuation Day at which such decision shall take effect.

Registered holders shall be notified in writing.

Notwithstanding the powers reserved to the Board of Directors, the general meeting of shareholders of a class, may decide in accordance with the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof reduce the capital of the Corporation by cancellation of all shares of such class and refund to the holders of shares of such class the full Net Asset Value of the shares of such class as at the date of distribution of such proceeds.

Any redemption proceeds that cannot be distributed to the shareholders within a period of six months shall be deposited with the "Caisse de Consignation" in Luxembourg until the statutory period of limitation has elapsed."

#### *Fifth resolution*

The Meeting RESOLVES to renumber the articles of incorporation further to the introduction of a new article 6. Nothing else being on the agenda, and nobody wishing to address the Meeting, the meeting was closed.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand two hundred and fifty Euros (1,250.- EUR).

#### *Statement*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREUPON, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: R. KOEMEN, J. SIEBENALLER, E. MACHADO, R. BELARDI, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 août 2014. LAC/2014/37336. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 3 septembre 2014.

Référence de publication: 2014140757/234.

(140160234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

#### **Colada HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.504,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 159.678.

#### **EXTRAIT**

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

L'associé de la Société, Triton Masterluxco 3 S.à r.l., a également transféré son siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg, et Michiel Kramer ont également changés. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Colada HoldCo S.à r.l.*

Référence de publication: 2014144685/17.

(140164609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

**Technisys S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 190.083.

**STATUTES**

In the year two thousand fourteen, on the second day of September.

Before US Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

**THERE APPEARED:**

- K2 GLOBAL VENTURES PTE. LTD., a limited exempt private company existing under the laws of the Republic of Singapore, having its registered office at 163 Penang Road, #02-03, Winsland House II, 238463, Republic of Singapore, and registered with the Singapore Registrar of Companies and Businesses under number 200721161W ("K2 Global");
- BLUE GOLD INTERNATIONAL PTE. LTD., a limited exempt private company existing under the laws of Republic of Singapore, having its registered office at 163 Penang Road, #02-03, Winsland House II, 238463, Republic of Singapore, and registered with the Singapore Registrar of Companies and Businesses under number 200721164K ("Blue Gold");
- FIRST BRIDGE INVESTMENTS PTE. LTD., a limited exempt private company existing under the laws of Republic of Singapore, having its registered office at 163 Penang Road, #02-03, Winsland House II, 238463, Republic of Singapore, and registered with the Singapore Registrar of Companies and Businesses under number 200721155H ("First Bridge");
- HOLDINVEST TECHNOLOGY FUND, LLC, a limited liability company duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office located at 901 N Market Street, Ste 705, Wilmington, DE 19801, United States of America, and registered with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4464950 ("Holdinvest");

hereafter together referred as the "Shareholders",

here represented by Sophie HENRYON, private employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-Sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given by K2 Global on August 27, 2014, by Blue Gold on August 27, 2014, by First Bridge on August 27, 2014, and by Holdinvest on August 14, 2014.

The said proxies, signed ne varietur by the proxyholder of the persons appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties are currently the shareholders of FINANSYS LLC, a limited liability company duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Delaware, United States of America, having its registered office located at 16192 Coastal Hwy, Lewes, Sussex, DE 19958, United States of America, and having company registration number 4457916 (the "Company"), to be transferred to the Grand-Duchy of Luxembourg and converted into a Luxembourg public limited liability company (société anonyme).

That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1) Acknowledgement of (i) the manager's resolutions of the Company dated August 4, 2014 deciding to transfer the Company's registered office, principal establishment and central administration from the State of Delaware, United States of America, to the Grand-Duchy of Luxembourg and (ii) the fact that all necessary steps in the State of Delaware, United States of America, to transfer the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg, without the Company being dissolved and with the continuance of legal personality of the Company, have been taken in the State of Delaware, United States of America;

2) Approval of the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg and change of nationality of the Company to Luxembourg nationality, without the Company being dissolved and with continuance of legal personality of the Company;

3) Conversion and adoption by the Company of the form of a Luxembourg société anonyme (public limited liability company) with the name "TECHNISYS S.A.";

4) Confirmation of the description and consistency of all the assets and liabilities of the Company and of the issued and paid-up share capital of the Company based on a report issued by an independent auditor;

5) Determination of the corporate purpose of the Company to give the following content:

**"Section 2.5. Purpose.** The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not.



The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company can finally perform all commercial, industrial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose, including any transactions on real estate or on movable property.”

6) Amendment and full restatement and renumbering of the articles of association of the Company;

7) (i) Revocation of the current managers of the Company and grant them full discharge, (ii) appointment the following individuals as directors of the Company for a period of 6 years as from the date of the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg: Ricardo Lisandro Bril, Miguel Santos, Adrián Marcelo Iglesias and Germán Pugliese Bassi, and (iii) appointment of PRICEWATERHOUSE-COOPERS, société cooperative, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 65.477, as independent external auditor (“réviseur d'entreprises agréé”) of the Company;

8) Determination of the address of the registered office, principal establishment and central administration of the Company at 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

9) Miscellaneous.

That, on basis of the agenda, the Shareholders, having waived notice's period, take the following resolutions:

#### *First resolution*

The Shareholders acknowledge (i) the manager's resolutions of the Company dated August 4, 2014 deciding to transfer the Company's registered office, principal establishment and central administration from the State of Delaware, United States of America to the Grand-Duchy of Luxembourg, as from the date hereof, and (ii) that all necessary steps in the State of Delaware, United States of America to transfer the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg, without the Company being dissolved and with continuance of legal personality of the Company, have been taken in the State of Delaware, United States of America.

#### *Second resolution*

The Shareholders resolve, as of the date hereof, to transfer the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the Grand-Duchy of Luxembourg and to change the nationality of the Company into the Luxembourg nationality without the Company being dissolved but to the contrary with continuance of the Company's legal personality.

#### *Third resolution*

The Shareholders resolve that the Company shall convert into and adopt the form of a Luxembourg société anonyme (public limited liability company) with the name “TECHNISYS S.A.”.

#### *Fourth resolution*

Based on an independent report issued by PRICEWATERHOUSECOOPERS, société cooperative, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 65.477, concluding as follows:

“Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the net asset value of the Company as at 30 June 2014 amounting to USD 8,560,637 does not correspond at least to the minimum capital for a “Société Anonyme”.”

The Shareholders record that the description of the assets and liabilities of the Company results from a balance sheet dated June 30, 2014. The Shareholders state that all the assets and liabilities of the Company, without limitation; remain the ownership in their entirety of the Company, which continues to own all its assets and to be obliged by all its liabilities and commitments. The Shareholders confirm that the issued and paid up share capital of the Company is set up at fifty thousand five hundred four US Dollars (USD 50,504) represented by forty-two thousand five hundred thirty-five (42,535) Ordinary Shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each and by seven thousand nine hundred sixty-nine (7,969) Series A Preferred Shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each.

A copy of the independent report, signed ne varietur by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time.

The Shareholders approve the balance sheet of the Company dated June 30, 2014 as the opening balance sheet of the Company upon the establishment of its registered office, principal establishment and central administration in the Grand-Duchy of Luxembourg.

*Fifth resolution*

The Shareholders resolve, by way of a special resolution, to modify the corporate purpose of the Company as follows:

**“Section 2.5. Purpose.** The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company can finally perform all commercial, industrial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose, including any transactions on real estate or on movable property.”

*Sixth resolution*

The Shareholder resolve to amend and fully restate and renumber the articles of association of the Company so as to conform them to Luxembourg law on the occasion of the transfer of the Company and its corporate and legal continuation in the Grand Duchy of Luxembourg. The restated and renumbered articles of association of the Company shall now read as follows:

**Art. 1. Definitions and interpretation.**

Section 1.1. Definitions. For purposes of these Articles, the following terms shall have the following meanings:

- “Affiliate” of any Person means any other Person that, directly or indirectly, controls, is under common control with, or is controlled by that Person. For the purposes of this definition, “control” (including with correlative meaning, the terms “controlled by” and “under common control with”) as used with respect to any Person means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management of such Person, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise. For purposes of these Articles, neither the Company nor any of the Company Subsidiaries shall be regarded as being an Affiliate of any Shareholder.

- “Articles” means the articles of association of the Company.

- “IFRS” means, with respect to any Person, the international financial reporting standards developed by the International Accounting Standards Board and in effect in the applicable jurisdiction of such Person.

- “Applicable Law” shall mean, with respect to any Person, all provisions of laws, statutes, ordinances, rules, regulations, permits or certificates of any Governmental Authority applicable to such Person or any of its assets or property, and all judgments, injunctions, orders and decrees of any Governmental Authorities in proceedings or actions in which such Person is a party or by which any of its assets or properties are bound.

- “Asset Value” of any property of the Company means its adjusted basis for income tax purposes unless:

\* the property was accepted by the Company as a contribution to capital at a value different from its adjusted basis, in which event the initial Asset Value for such property shall mean the gross fair market value of the property agreed to by the Company and the contributing Shareholder; or

\* as a consequence of the issuance of additional Shares or the redemption of all or part of the Interest of a Shareholder, the property of the Company is revalued in accordance with article XI.

As of any date references to the then prevailing Asset Value of any property shall mean the Asset Value last determined for such property less the depreciation, amortization and cost recovery deductions taken into account in computing Net Profit or Net Loss in Financial Years subsequent to such prior determination date.

- “Bankruptcy Event” means, with respect to any Person, (i) the filing of any voluntary petition in bankruptcy, (ii) the consenting by such Person to the filing of any involuntary petition in bankruptcy, (iii) the filing by such Person of any petition seeking, or consenting to, the reorganization or relief under the Applicable Law relating to bankruptcy or insolvency, (iv) the consenting by such Person to the appointment of a receiver, liquidator, assignee, trustee, sequestrator (or other similar official), (v) the making by such Person of any assignment for the benefit of creditors, (vi) the admission in writing by such Person of such Person’s inability to pay their debts generally as they become due or (vii) the taking of any action by such Person in furtherance of any such action.

- “Board of Directors” shall mean the board of directors of the Company.



- “Business Day” shall mean any day, other than a Saturday, a Sunday or a day on which banks located in New York City, United States of America or the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg are authorized or required by Applicable Law to close.

- “Business Plan and Budget” means an annual business plan and budget for the Company and/or the Company Subsidiaries.

- “Capital Contribution” means with respect to any Shareholder, (i) the amount of cash, and/or (ii) the fair market value of any other property, contributed to the Company.

- “Capital Stock” means, with respect to any Person, any and all shares, interests, participations or other equivalents (whether voting or non-voting) of such Person’s capital stock whether now outstanding or further issued.

- “Chairman” shall have the meaning set forth in Section 7.2(d).

- “Class” means each class of Shares of the Company as provided in these Articles.

The Company shall have the following two Classes of Shares: (i) Ordinary Shares and (ii) Series A Preferred Shares.

- “Company” means TECHNISYS S.A., a public limited liability company (société anonyme) validly existing under the law of the Grand Duchy of Luxembourg and (to be) registered with the Luxembourg Trade and Companies Register.

- “Company Subsidiary” means each subsidiary of the Company.

- “Director” shall have the meaning set forth in Section 7.1(b).

- “Dissolution Sale” shall have the meaning set forth in Section 9.1.

- “Distributions” means distributions of cash or other assets made by the Company to a Shareholder in respect of such Shareholder’s Interest.

- “Drag-Along Participants” shall have the meaning set forth in Section 6.3(f).

- “Drag-Along Right” shall have the meaning set forth in Section 6.3(f).

- “Drag-Along Sale” shall have the meaning set forth in Section 6.3(f).

- “Drag-Along Transferring Shareholders” shall have the meaning set forth in Section 6.3(f).

- “Equity Offering” means (1) a public offering of Shares of the Company; (2) a rights offering of Shares of the Company or any Company Subsidiary; and (3) any private sale of shares of the Company or any Company Subsidiary to any one or more Persons (other than issuances upon exercise of options by employees of the Company or any Company Subsidiary).

- “Financial Year” means the financial year of the Company, which shall be the calendar year.

- “Governmental Authority” means any court, administrative agency, commission, official or other authority of the Grand Duchy of Luxembourg, or any body exercising any regulatory authority in the Grand Duchy of Luxembourg.

- “Indebtedness” as applied to any Person, means, without duplication, (i) all indebtedness for borrowed money; (ii) that portion of obligations with respect to capital leases that is properly classified as a liability on a balance sheet in conformity with the IFRS; (iii) notes payable and extensions of credit whether or not representing obligations for borrowed money; (iv) any obligation owed for all or any part of the deferred purchase price of property or services, which purchase price is (a) due more than six months from the date of incurrence of the obligation in respect thereof or (b) evidenced by a note or similar written instrument; (v) all indebtedness secured by any Lien on any property or asset owned or held by that Person regardless of whether the indebtedness secured thereby shall have been assumed by that Person or is non-recourse to the credit of that Person; (vi) relating to any letter of credit issued for the account of that Person or as to which that Person is otherwise liable for reimbursement of drawings; (vii) the direct or indirect guaranty, endorsement (other than for collection or deposit in the ordinary course of business), co-making, discounting with recourse or sale with recourse by such Person of the obligation of another; (viii) any obligation of such Person the primary purpose or intent of which is to provide assurance to an obligee that the obligation of the obligor thereof will be paid or discharged, or any agreement relating thereto will be complied with, or the holders thereof will be protected (in whole or in part) against loss in respect thereof; (ix) any liability of such Person for an obligation of another through any agreement (contingent or otherwise) (a) to purchase, repurchase or otherwise acquire such obligation or any security therefor, or to provide funds for the payment or discharge of such obligation (whether in the form of loans, advances, stock purchases, capital contributions or otherwise) or (b) to maintain the solvency or any balance sheet item, level of income or financial condition of another if, in the case of any agreement described under sub-clauses (a) or (b) of this clause (ix), the primary purpose or intent thereof is as described in clause (viii) above; and (x) all obligations of such Person in respect of any exchange traded or over the counter derivative transaction, including, without limitation, for hedging or speculative purposes.

- “Indemnified Person” shall have the meaning set forth in Section 10.1.

- “Interests” means, with respect to any Shareholder as of any time, the number of Shares such Shareholder holds relative to the number of total outstanding Shares and such Shareholder’s Capital Account balance relative to the aggregate balances in the Capital Accounts of all Shareholders.

- “Intended Transferee” shall have the meaning set forth in Section 6.3(a).

- “Liabilities” means all liabilities of the Company which in accordance with generally accepted accounting principles should be carried as liabilities on the balance sheet of the Company.

- “Key Managers” means the chief executive officer, the chief operating officer and the business development manager, of the Company Subsidiaries.

- “Lien” means (i) any lien, mortgage, pledge, assignment, security interest, charge or encumbrance of any kind (including any agreement to give any of the foregoing, any conditional sale or other title retention agreement, and any lease in the nature thereof) and any option, trust or other preferential arrangement having the practical effect of any of the foregoing and (ii) in the case of securities, any purchase option, call or similar right of a third party with respect to such securities.

- “Non-Transferring Shareholder” shall have the meaning set forth in Section 6.3(a).

- “Notice of Sale” shall have the meaning set forth in Section 6.3(a).

- “Ordinary Shareholder” means each holder of Ordinary Shares.

- “Ordinary Shares” shall have the meaning set forth in Section 3.3.

- “Organizational Documents” means, with respect to any Person, the articles of incorporation, the by-laws or other similar organizational documents of such Person.

- “Permitted Liens” means (i) any Liens imposed by law for taxes that are not yet due or are being contested in good faith by appropriate proceedings and (ii) Liens imposed by law.

- “Permitted Transferee” means with respect to each Shareholder, any Person that is an Affiliate of such Shareholder, provided that no direct competitor of any other Shareholder or Affiliate thereof has an interest in the Capital Stock of such Affiliate.

- “Person” means any individual, partnership, joint venture, association, corporation, trust, estate, company, limited liability partnership, unincorporated entity of any kind, Governmental Authority, or any other legal entity.

- “Preferred Shareholder” means each holder of Series A Preferred Shares.

- “Qualifying Transfer” shall have the meaning set forth in Section 6.1(a).

- “Regulatory Allocations” shall have the meaning set forth in Section 5.7.

- “Required Representations” as applied to any Person and with respect to any Transfer, means, representations and warranties with respect to such Person’s existence and due incorporation, the absence of conflicts with or violations of Applicable Law, organizational documents or contracts to which such Person is a party in connection with such Transfer, the due authorization and execution by, and the enforceability against, such Person of the agreements relating to such Transfer, and such Person’s title to the Interest subject to Transfer.

- “Right of First Refusal” shall have the meaning set forth in Section 6.3(b).

- “Series A Preferred Shares” shall have the meaning set forth in Section 3.3.

- “Shareholder” means any Person who is a shareholder of the Company.

- “Share” means the share of the Company.

- “Subsidiary” means, with respect to any Person, any other Person of which securities or other ownership interests having ordinary voting power to elect a majority of the board of directors or other persons performing similar functions are at the time directly or indirectly owned by such Person.

- “Tag-Along Participant” shall have the meaning set forth in Section 6.3(b).

- “Tag-Along Right” shall have the meaning set forth in Section 6.3(b).

- “Tax Distribution” shall have the meaning set forth in Section 5.2(a).

- “Third-Party Sale” shall have the meaning set forth in Section 6.3(a).

- “Transfer” means, directly or indirectly (including by way of merger, business combination, consolidation or transfer of assets), any sale, assignment, license, sublicense, conveyance, transfer, donation or any other means to dispose of, or pledge, hypothecate or otherwise encumber in any manner whatsoever, or permit or suffer to exist any Lien, charge or encumbrance, on any Interest in the Company.

- “Transferring Shareholder” shall have the meaning set forth in Section 6.3(a).

- “Valuation Firm” shall mean any of the investment banking, accounting or consulting firms appointed by the Company, which do not have a direct or indirect financial interest in the Company.

Section 1.2. Interpretation. Whenever the context may require, any pronoun includes the corresponding masculine, feminine and neuter forms. Words in the singular or the plural include the plural or the singular. The use of the word “or” is not exclusive. All references herein to articles, sections, subsections, recitals, paragraphs, exhibits and schedules shall be deemed to be references to articles, sections, subsections, recitals, paragraphs, exhibits and schedules of these Articles unless the context otherwise requires. The words “include”, “includes” and “including” shall be deemed to be followed by the phrase “without limitation”.

The words “hereof”, “herein” and “hereunder” and words of similar import when used in these Articles refer to these Articles as a whole and not to any particular provision of these Articles.

## **Art. 2. Form and purpose.**

Section 2.1. Form. The Company has the corporate form of a public limited liability company (société anonyme) in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The rights and liabilities of the Shareholders shall be determined pursuant to the Applicable Law and these Articles.

Section 2.2. Name. The name of the Company is “TECHNISYS S.A.”.

Section 2.3. Registered Office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other address within the same municipality by a decision of the Board of Directors.

Section 2.4. Term. The Company has been established for an unlimited period and its existence shall continue unless and until the Company is dissolved, has been completely wound up and liquidated in accordance with article IX. Section 2.5. Purpose. The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company can finally perform all commercial, industrial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose, including any transactions on real estate or on movable property.

Section 2.6. Other Places of Business. The Board of Directors may establish and maintain additional offices and places of business of the Company, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg, as it deems appropriate.

Section 2.7 Financial Year. The financial year of the Company (“Financial Year”) shall be the period beginning on the first day of January and ending on the thirty-first day of December; provided, that, in the case of the last Financial Year, such Financial Year will end on the date on which the winding-up of the Company is completed.

Section 2.8. Annual Meeting. The annual general meeting of the Shareholder(s) will be held in Luxembourg at the place specified in the convening notices on the first Tuesday of the month of June or at any other date indicated in the convening notices within six months as from the end of the last Financial Year.

Section 2.9. Registrations. The Company shall comply with all required registrations under the Applicable Law.

### **Art. 3. Shareholders; Capital contributions and shares.**

#### **Section 3.1. Shareholders.**

(a) The Shareholders shall be each of the Persons whose name, Interests and number of Shares are set forth in the shareholder register of the Company as amended from time to time by the Board of Directors to reflect the admission or withdrawal of a Shareholder in accordance with the terms of the Articles and the Applicable Law.

(b) Other than by reason of (i) a Transfer by any Shareholder of all or a part of its Interest in the Company pursuant to the provisions of article VI or (ii) the admission of additional Shareholders pursuant to Section 3.5, no Person shall be admitted as a Shareholder and no additional Shares shall be issued by the Company without the prior written consent of each Shareholder.

Section 3.2. Powers of Shareholders. The Shareholders shall not have the authority to transact any business in the Company’s name or bind the Company by virtue of their status as Shareholders.

#### **Section 3.3. Shares.**

(a) The share capital of the Company is set at fifty thousand five hundred four US Dollars (USD 50,504) represented by forty-two thousand five hundred thirty-five (42,535) Ordinary Shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each and by seven thousand nine hundred sixty-nine (7,969) Series A Preferred Shares with a nominal value of one US Dollar (USD 1) each, all fully paid up.

(b) The Interests of the Shareholders are divided into Shares. There are two Classes of Shares, the Ordinary Shares and the Series A Preferred Shares, with the rights and obligations specified for each Class in these Articles.

(c) Except as set forth in these Articles, each Share shall have the same rights and privileges and shall rank equally and be identical in all respects as to all matters. Subject to the authority of the Board of Directors as set forth in these Articles, each Share shall represent a right to Distributions, in each case in accordance with these Articles and the Applicable Law.

(d) No Shareholder shall have any interest in specific Company assets, including any assets contributed to the Company by such Shareholder as part of any Capital Contribution.

(e) Upon the acquisition of Ordinary Shares by any Preferred Shareholder, such Ordinary Shares acquired by such Preferred Shareholder shall be converted into Series A Preferred Shares at a ratio of one (1) Series A Preferred Share per one (1) Ordinary Share so acquired.

### Section 3.4. Voting Rights.

The Shareholders shall take the relevant decision: (a) in connection with the designation and removal of Directors in accordance with Section 6.1, (b) in connection with the dissolution of the Company in accordance with Section 9.1, (c) in connection with any matter submitted to final decision of the Shareholders as provided in Section 7.2(b), (d) in connection with any amendment of these Articles, and (e) when required by the Applicable Law.

Except for any matters requiring the vote of a majority of Preferred Shareholders, in which Preferred Shareholders shall vote as a single class, the Shareholders shall vote together as a single class on all matters on which they are specifically entitled to vote pursuant to these Articles, and each Shareholder shall be entitled to one vote for each Share held by such Shareholder. The Company shall provide written notice to all Shareholders of any general shareholder meeting of the Company at least five Business Days prior thereto, which notice shall describe the business to be considered, the actions to be taken and the matters to be voted on at the meeting in reasonable detail. At any general meeting of the Shareholders, the presence, in person or by proxy, of Shareholders holding a majority of the outstanding Shares shall constitute a quorum. If any business considered, action taken or matter voted on was not described in the written notice provided to all Shareholders of such meeting, within three Business Days of such meeting the Company written notice shall be provided to the Shareholders describing in reasonable detail such business consideration taken or matter voted on. Any action permitted or required to be taken by the Shareholders may be taken without a meeting and without prior notice, if a consent or consents in writing, setting forth the action so taken, shall be signed by all the Shareholders as unanimous written consent.

Section 3.5. Admission of Shareholders; Issuance of New Shares. New Shares may be issued to any Person subject to the prior written consent of Preferred Shareholders holding a majority of Series A Preferred Shares.

Section 3.6. Registration Rights. Any Shareholder will enjoy piggyback registration rights in connection with the Company's initial public offering and as such shall be entitled to include in any public offering of equity securities by the Company pro rata to their respective equity ownership interest in the Company any of such Shareholder's securities.

The Shareholders hereby agree that they shall not, directly or indirectly, sell, transfer or encumber in any way (nor offer to sell, transfer, or encumber in any way) their Shares for up to 180 days following an initial public offering of any of the Company's securities and those of the Company Subsidiaries or Affiliates, upon request of the Company or its underwriters.

## Art. 4. Capital accounts.

Section 4.1. Allocations. The Net Profits and Net Loss of the Company in any Financial Year shall be allocated among the Shareholders as provided in this article IV in accordance with the number of outstanding Shares then held by the Shareholders.

Section 4.2. Capital Accounts. A separate account (each a "Capital Account") shall be established and maintained for each Shareholder which:

(a) shall be increased by (i) the amount of cash and the fair market value of any other property contributed by such Shareholder to the Company as a Capital Contribution and (ii) such Shareholder's portion of the Net Profit of the Company; and

(b) shall be reduced by (i) the amount of cash and the fair market value of any other property distributed to such Shareholder and (ii) such Shareholder's share of the Net Loss of the Company.

The Capital Accounts of the Company are maintained in accordance with the provisions the Applicable Law and these Articles and interpreted consistently.

Section 4.3. Revaluations of Assets and Capital Account Adjustments. Unless otherwise determined by the Board of Directors, immediately preceding the issuance of additional Shares in exchange for cash or assets to a new or existing Shareholder and upon the redemption of the Interest of a Shareholder, the then prevailing Asset Values of the Company shall be adjusted to equal their respective gross fair market values, as determined in good faith by the Board of Directors.

Any increase in the net equity value of the Company (Asset Values less Liabilities) shall be credited to the Capital Accounts of the Shareholders in the same manner as Net Profits are credited under article V (or any decrease in the net equity value of the Company shall be charged in the same manner as Net Losses are charged under Section 5.6(c)).

Accordingly, as of the date of issuance of additional Shares or the redemption of all or a portion of a Shareholder's Interest in the Company, the Capital Accounts of Shareholders will reflect both realized and unrealized gains and losses through such date and the net fair market value of the equity of the Company as of such date.

Section 4.4. Additional Capital Account Adjustments. Any income of the Company that is exempt from income tax shall be credited to the Capital Accounts of the Shareholders in the same manner as Net Profits are credited under Section 5.6(a) when such income is realized. Any expenses or expenditures of the Company which may neither be deducted nor capitalized for tax purposes (or are so treated for tax purposes) shall be charged to the Capital Accounts of the Shareholders in the same manner as Net Losses are charged under Section 5.6(c).

Section 4.5. Additional Capital Account Provisions. No Shareholder shall have the right to demand a return of all or any part of such Shareholder's Capital Contributions. Any return of the Capital Contributions of any Shareholder shall be made solely from the assets of the Company and only in accordance with the terms of the Articles and the Applicable Law. No interest shall be paid to any Shareholder with respect to such Shareholder's Capital Contributions or Capital

Account. In the event that all or a portion of the Shares of a Shareholder are transferred in accordance with the Articles, the transferee of such Shares shall transfer all or the relevant portion of the Capital Account of the transferor (based on the ratio of the number of Shares held by the transferor immediately before the transfer to the number of Shares transferred).

#### **Art. 5. Distributions and allocation of profit and loss.**

Section 5.1. Board of Directors Determination. The Board of Directors with the affirmative vote of a majority of the Preferred Shareholders, as provided in Section 7.4, shall determine the timing and the aggregate amount of any Distributions.

Section 5.2. Distributions. Distributions shall be made only after (i) the appropriation of 5% of the Net Profit to the legal reserve of the Company (such appropriation ceases to be compulsory when such reserve amounts to 10% of the share capital of the Company), and (ii) allocating the remaining Net Profit or Net Loss of the Company is being charged to the Capital Accounts of the Shareholders. Such Distributions shall be charged to the Capital Accounts of the Shareholders and made in the following order:

(a) First, subject to Section 5.1, the Company shall, to the extent possible and in accordance with the Applicable Law, distribute to all Shareholders an amount intended to enable the Shareholders in the highest marginal tax bracket for tax purposes (or owners of equity interests in Shareholders that are pass through entities) to discharge their tax liabilities arising from the allocations of taxable income made pursuant to this article V for such taxable period (the "Tax Distribution").

The Board of Directors shall determine in good faith, in accordance with the Applicable Law, the amount to be distributed to the Shareholders pursuant to this Section 5.2(a) in its reasonable discretion based on such reasonable assumptions (and taking into account tax losses that may have been allocated to Shareholders in preceding Financial Years). Tax Distributions shall be made to the Shareholders pro rata in accordance with their Capital Accounts.

(b) Second, if the Board of Directors determines that further interim Distributions should be made, any remaining distributable funds shall be allocated to the Shareholders pro rata in accordance with their Capital Accounts until the Capital Account of each Shareholder is reduced to zero.

Section 5.3. No Violation. Notwithstanding any prospective provision to the contrary contained in the Articles, the Company shall not make a Distribution to any Shareholder if such Distribution would violate the Applicable Law.

Section 5.4. Withholdings. All amounts withheld pursuant to any tax law with respect to any payment, distribution or allocation to the Company shall be treated as amounts paid to the Company.

The Board of Directors is authorized to withhold from Distributions or with respect to allocations to Shareholders, and to pay over to the appropriate federal, state, local or foreign government any amounts required to be so withheld. The Board of Directors shall allocate any such amounts to the Shareholders in respect of whose Distribution or allocation the tax was withheld and shall treat such amounts as actually distributed to such Shareholders.

Section 5.5. Property Distributions and Installment Sales. If any assets of the Company is distributed in kind pursuant to this article V, such assets shall be distributed to the Shareholders entitled thereto in the same proportions as the Shareholders would have been entitled to cash Distributions. If any assets are sold in transactions in which gain is realized but not recognized, such gain shall be taken into account when realized in computing gain or loss of the Company for purposes of allocation of Net Profit or Net Loss under this article V.

#### **Section 5.6. Net Profit or Net Loss.**

(a) The "Net Profit" or "Net Loss" of the Company for each Financial Year or relevant part thereof shall mean the Company's income or loss for such period (including all items of income, gain, loss or deduction required to be stated separately pursuant to the Applicable Law) with the relevant adjustments in accordance with the Applicable Law.

(b) Allocations of Net Profit. The Net Profit of the Company for any relevant Financial Year shall be allocated and credited to the Capital Accounts of the Shareholders as follows:

(i) If the aggregate amounts previously charged to the Capital Account of any Shareholder with respect to Net Losses and unrealized losses allocated under Section 4.3 exceed the aggregate amounts previously credited to the Capital Account of such Shareholder with respect to Net Profit and unrealized gains allocated under Section 4.3, then Net Profit shall be allocated (i) first, in proportion to the deficit Capital Account balance of each Shareholder with a deficit until all such deficits balances are eliminated and (ii) thereafter, to each Shareholder in proportion to such Shareholder's Interest in the Company of any remaining excess of such charges over credits until the excess is eliminated; and

(ii) Thereafter, the balance of such Net Profit shall be allocated to the Shareholders pro rata to the Shareholders' Interest in the Company.

(c) Allocations of Net Loss. The Net Loss of the Company for any relevant Financial Year shall be allocated and charged to the Capital Accounts of the Shareholders as follows:

(i) The Net Loss shall be allocated pro rata in accordance with Shares to the Shareholders with positive balances in their Capital Accounts until the Capital Account balance of each Shareholder is reduced to zero; and

(ii) Any remaining Net Loss shall be allocated to the Shareholders pro rata to the Shareholders' Interest in the Company.



Section 5.7. Regulatory Allocations. Although the Shareholders do not anticipate that events will arise that will require application of this Section 5.7, provisions governing the allocation of taxable income, gain, loss, deduction and credit (and items thereof) are included in the Articles as may be necessary to provide that the Company's allocation provisions contain a so-called "qualified income offset" and comply with all provisions relating to the allocation of so-called "non-recourse deductions" and "shareholder nonrecourse deductions" and the chargeback thereof (collectively the "Regulatory Allocations"); provided, however, that the Shareholders intend that all Regulatory Allocations that may be required shall be offset by other Regulatory Allocations or special allocations of tax items so that each Shareholder's share of the Net Profit, Net Loss and capital of the Company will be the same as it would have been had the events requiring the Regulatory Allocations not occurred. For this purpose the Board of Directors, based on the advice of the Company's auditors or tax counsel, is hereby authorized to make such special curative allocations of tax items as may be necessary to minimize or eliminate any economic distortions that may result from any required Regulatory Allocations.

#### **Art. 6. Transfer of shares.**

##### **Section 6.1. Restrictions; Registration of Shareholders.**

(a) Except as expressly provided in the Articles or with the prior written consent of each of the other Shareholders, no Shareholder shall Transfer all or any part of its Interest. However, that the Shareholders may Transfer all or part of their Interest without the written consent of the other Shareholders if (i) such Transfer (x) is a voluntary sale, transfer, assignment or conveyance of ownership of record and beneficial ownership of its Interest free and clear of any and all Liens and encumbrances, (y) is for cash payable at the closing of such Transfer, and (z) is effected in compliance with the conditions and procedures set forth in Section 6.3 (a Transfer that satisfies the requirements of clauses (x), (y) and (z), a "Qualifying Transfer"); or (ii) such Transfer is to one or more Permitted Transferees.

(b) Notwithstanding the provisions of Section 6.1(a), no Transfer of all or any part of the Interest of a Shareholder shall be made if such Transfer (i) would result in the violation of the Applicable Law, (ii) would require the Company or any Shareholder to register as an investment company or as an investment advisor under the Applicable Law.

(c) Any attempt to transfer any Interest which is not in accordance with the Articles shall be null and void and the Company will not cause, permit or give any effect to any Transfer of Interests to be made on its books and records unless such Transfer is permitted by the Articles and has been made in accordance with the terms hereof.

Section 6.2. Permitted Transfers. Notwithstanding anything in the Articles to the contrary, at any time a Shareholder may transfer legal and beneficial ownership of all or any part of its Interest and/or its rights under the Articles to one or more Permitted Transferees thereof; provided, however, that if a transferee of a Shareholder that at the time of a transfer of such Interest was a Permitted Transferee ceases at any time thereafter to be a Permitted Transferee, then such transferee shall, and such Shareholder shall cause such transferee to, promptly transfer to such Shareholder or to an Affiliate thereof legal and beneficial ownership of all Interest then owned by such transferee.

##### **Section 6.3. Third-Party Sale; Right of First Refusal; Tag-Along; Drag-Along.**

(a) If any Shareholder (the "Transferring Shareholder") wishes to effect a Qualifying Transfer (a "Third-Party Sale") of all or any part of its Interest to one or more third parties from which the Transferring Shareholder has received a written bona fide offer for cash payable in U.S. dollars at the closing of the proposed sale (each an "Intended Transferee"), other than as contemplated elsewhere in the Articles, the Transferring Shareholder shall give the other Shareholders (the "Non-Transferring Shareholders") written notice (the "Notice of Sale") of its intention to sell such Interest, indicating the name and address of the Intended Transferee, the number of Shares proposed to be transferred pursuant to such bona fide written offer, the proposed sale price and any and all other terms and conditions.

(b) During the thirty calendar days following the receipt of such Notice of Sale, each Non-Transferring Shareholder shall have the right, but not the obligation, to deliver a notice to the Transferring Shareholder setting forth its irrevocable election to either:

(i) purchase, on the same price, terms and conditions as set forth in the Notice of Sale delivered by the Transferring Shareholder, all (and not less than all) of the Shares included in the Third-Party Sale (the "Right of First Refusal"); provided, however, that:

(1) in case Non-Transferring Shareholders of different Classes shall have exercised its Right of First Refusal, Non-Transferring Shareholders of the same Class as the Transferring Shareholders shall have the right to purchase the Shares included in the Third-Party Sale and each Non-Transferring Shareholder of a different Class of the Transferring Shareholder shall not have the right to purchase the Shares included in such Third-Party Sale;

(2) in case more than one Non-Transferring Shareholder of the same Class shall have exercised its Right of First Refusal, each Non-Transferring Shareholder shall have the right to purchase such portion of the Shares included in the Third-Party Sale as the number of Shares owned by such Non-Transferring Shareholder at such date bears to the total number of Shares owned by the Non-Transferring Shareholder who have exercised their Right of First Refusal and

(3) the Right of First Refusal shall not apply to any Shares for which the Drag-Along Right (as defined below) has been invoked; or

(ii) if the Transferring Shareholder proposes to consummate a Third-Party Sale of more than 5% of the Shares then issued and outstanding, in one or more transactions, require the Transferring Shareholder to include in the proposed Third-Party Sale all or any part (as specified in each Non-Transferring Shareholder notice) of the Shares owned by such

Non-Transferring Shareholder (the “Tag-Along Participant(s)”) for the same price and upon all other terms and conditions set forth in the Notice of Sale (the “Tag-Along Right”).

In case of any Third-Party Sale of Ordinary Shares, each Series A Preferred Share included in such Third-Party Sale by a Tag-Along Participant who is a Preferred Shareholder shall be converted to one (1) Ordinary Share immediately prior to the consummation of such Third-Party Sale.

In case of any Third-Party Sale of Series A Preferred Shares, each Ordinary Share included in such Third-Party Sale by a Tag-Along Participant who is a Ordinary Shareholder shall be converted to one (1) Series A Preferred Share immediately prior to the consummation of such Third-Party Sale.

Any Non-Transferring Shareholder exercising its Right of First Refusal shall be obligated to acquire the Shares that the Tag-Along Participant(s) have elected to include in the Third-Party Sale; provided, however, that to the extent that any of the Intended Transferee or the Non-Transferring Shareholder(s) exercising its Right of First Refusal, as the case may be, is unwilling to acquire the Shares that the Tag-Along Participant(s) have elected to include in the Third-Party Sale, the number of Shares that the Transferring Shareholder may sell in the relevant Third-Party Sale and the number of Shares of the Tag-Along Participant(s) to be included in the Third-Party Sale shall be reduced ratably.

(c) The Transferring Shareholder(s) may for a period of sixty days, sell all (but not less than all) of the Shares set forth in the applicable Notice of Sale not purchased by the Non-Transferring Shareholders pursuant to Section 6.3(b) at the purchase price and upon the other terms and conditions set forth in the Notice of Sale; provided, however, that such sale is not made on terms and conditions more favorable to the Transferring Shareholder than those set forth in the Notice of Sale. If such sale is not completed within such sixty day period, then the provisions of this Section 6.3 shall apply again to any prospective sale of such Shares.

(d) If any Non-Transferring Shareholder elects, pursuant to the Right of First Refusal, to purchase the Shares of the Transferring Shareholder proposed to be disposed of in a Third-Party Sale, the closing thereof shall take place on the 30<sup>th</sup> day following the expiration of the 30 day period contemplated by Section 6.3(a). The purchase price to be paid for the Shares shall be in cash payable at the closing.

(e) The closing of the sale of the Shares by the Transferring Shareholder in accordance with the applicable Notice of Sale and by the Tag-Along Participant(s), if applicable, shall take place simultaneously, on the closing date communicated by the Transferring Shareholder to the Non-Transferring Shareholder(s) in writing, but not more than sixty days after the Tag-Along Right has been exercised by written notice to the Transferring Shareholder, and upon the same terms and conditions (provided, however, that the Tag-Along Participant(s) shall not be required to make any representations and warranties other than the Required Representations) specified in the Notice of Sale. The purchase price to be paid for the Shares shall be in cash, payable at the closing.

(f) At any time one or more Transferring Shareholder, which together with their respective Permitted Transferees, own more than 14.62% of the Shares of the Company (the “Drag-Along Transferring Shareholders”), propose to consummate a Third-Party Sale of all or substantially all of the Shares of the Company, pursuant to a written bona fide offer, to the extent the Non-Transferring Shareholder(s) shall not have exercised the Right of First Refusal or the Tag-Along Right, the Drag-Along Transferring Shareholders shall have the right to cause the other Shareholder(s) (the “Drag-Along Participant(s)”) to sell, at the same price per Share and upon the same terms and conditions as those applicable to the Shares to be sold by the Drag-Along Transferring Shareholders, all (but not a part) of the Interest of the Drag-Along Participant(s) in the Company (the “Drag-Along Right”).

If the Drag-Along Transferring Shareholders elect to exercise the Drag-Along Right, the Drag-Along Transferring Shareholders shall provide the Drag-Along Participant(s) with an irrevocable written notice of their intent to exercise the Drag-Along Right which specifies the price per Share payable in connection with the Transfer of the Shares from the Drag-Along Participant(s) to the Drag-Along Transferring Shareholders (the “Drag-Along Sale”); provided, however, that (x) the price per Share payable in connection with such Drag-Along Sale shall not be less than the fair market value of such Shares as determined by any Valuation Firm and (y) the Drag-Along Transferring Shareholders shall deliver a copy of the valuation made by such Valuation Firm to each of the Drag-Along Participants together with the notice of exercise of the Drag-Along Right.

(g) The closing of the sale of the Shares by the Transferring Shareholders and by the Drag-Along Participant(s), if applicable, shall take place simultaneously, on the closing date communicated by the Transferring Shareholders to the Non-Transferring Shareholders(s) in writing, but not more than one hundred and twenty days after the Drag-Along Right has been exercised, and upon the same terms and conditions (provided, however, that the Drag-Along Participant(s) shall not be required to make any representations and warranties other than the Required Representations) specified in the Notice of Sale. The purchase price to be paid for the Shares shall be in cash, payable at the closing.

## **Art. 7. Governance.**

### **Section 7.1. Board of Directors.**

(a) The Company shall have a Board of Directors (the “Board of Directors”). The Shareholders hereby designate the Board of Directors with exclusive rights and responsibilities to direct the business of the Company. The Board of Directors shall have the power to do any and all acts necessary or convenient to or for the furtherance of the corporate



object of the Company, including all powers, statutory or otherwise, possessed by directors of the Company under the Applicable Law.

(b) The Board of Managers shall be composed of four directors appointed by the Company for a period not exceeding six years (each, a "Director"). Each of the Directors shall be designated and removed at any time as in the manner set forth in Section 7.1(c) to 7.1(f). A Director shall hold office until his or her successor is designated or until his or her earlier death, resignation or removal.

(c) The Directors shall be elected, removed and replaced at any time in the following manner: (i) the number of Directors to be elected, removed (with or without cause) and replaced by the Preferred Shareholders, so long as they jointly own at least 10% of the outstanding Shares, shall be one and (ii) the number of Directors to be elected, removed (with or without cause) and replaced by the Ordinary Shareholders, so long as they jointly own at least 70.38% of the outstanding Shares, shall be three.

(d) When (i) the Preferred Shareholders cease to jointly own at least 10% of the outstanding Shares and (ii) the Ordinary Shareholders jointly own at least 70.38% of the outstanding Shares, the Ordinary Shareholders shall be entitled to elect, remove (with or without cause) and replace all four Directors.

(e) When (i) the Ordinary Shareholders cease to jointly own at least 70.38% of the outstanding Shares and (ii) the Preferred Shareholders jointly own at least 10% of the outstanding Shares, the Preferred Shareholders shall have the right to elect, remove (with or without cause) one Director and the rest of the Directors shall be elected, removed (with or without cause) and replaced by Shareholders holding a majority of the outstanding Shares.

(f) When (i) the Ordinary Shareholders cease to jointly own at least 70.38% of the outstanding Shares and (ii) the Preferred Shareholders cease to jointly own at least 14.62% of the outstanding Shares, the Directors shall be elected, removed (with or without cause) and replaced by Shareholders holding a majority of the outstanding Shares.

(g) The Company will be bound in any circumstances by the joint signatures of two Directors.

(h) Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Board of Directors, represented by its Chairman or by the Director delegated for this purpose.

#### Section 7.2 Board of Directors Meeting.

(a) Any Director may attend a meeting of the Board of Directors in person, by telephone or any other electronic communication device. At any meeting of the Board of Directors, the presence, in person or by proxy, of a majority of the Directors shall constitute a quorum. A Director may authorize another Director to act in his/her/its place at any meeting of the Board of Directors by proxy. Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions passed at the Board of Directors' meetings.

(b) Except for the matters provided in Section 7.4, at any meeting of the Board of Directors, any action taken by the Board of Directors shall require the approval of a majority of the Directors present, in person or by proxy, at such meeting. Each Director shall be entitled to one vote. If the Board of Directors is unable to reach a decision on a matter not subject to the special majorities set out in Section 7.4 below, the matter will be submitted to and decided by the vote of the Shareholders.

(c) Except for the matters provided in Section 7.4, the Board of Directors is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object of the Company, and therefore all powers not expressly reserved by the Applicable Law or by these Articles to the Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

(d) The Board of Directors shall hold regular meetings (at least quarterly) at such time and place as determined from time to time by the Board of Directors. Any Director or the Chairman may call a special meeting of the Board of Directors by providing notice to each of the Directors as specified in Section 11.1.

(e) The chairman of the Board of Directors (the "Chairman") shall be appointed annually by the Ordinary Shareholders, so long as they jointly own at least 51% of the outstanding Shares. The Chairman shall be responsible for the preparation of the agenda for each meeting of the Board of Directors (which shall include issues presented by other Directors) and conducting each meeting of the Board of Directors.

(f) To the fullest extent permitted under Applicable Law, the Directors may participate in a meeting of the Board of Directors by videoconference, teleconference or similar communications equipment by means of which all persons participating in the meeting can hear each other and can undoubtedly identify each other. Such participation shall constitute presence in person at the meeting.

(g) The Board of Directors shall keep written minutes of all its meetings. Copies of the minutes shall be provided to each Director and originals kept at the registered office of the Company.

Section 7.3. Compensation and Reimbursement of Directors. As consideration for their services as Directors, the Company may pay each Director management fees in an amount to be determined from time to time by the Shareholders.

Section 7.4. Matters Requiring Preferred Shareholders Consent. None of the following actions shall be taken by the Board of Directors, the Company or any Company Subsidiary without prior consent of Preferred Shareholders holding a majority of Series A Preferred Shares:

(i) approval of the Business Plan and Budget or any substantial amendment thereof.

- (ii) amendment of the Organizational Documents of any Company Subsidiary, except for amendments of a purely ministerial nature or in connection with an approved capital increase;
- (iii) making of any investment (including the purchase of Capital Stock of, or granting any loan to, any Person);
- (iv) any transactions with any Shareholder or any Affiliate thereof other than transactions on arm's length terms and conditions;
- (v) compensation of the Key Managers and officers of the Company Subsidiaries;
- (vi) authorization or issuance of any Capital Stock including the issuance of any new Shares (or any other security convertible into or exchangeable for Capital Stock of the Company or any Company Subsidiary);
- (vii) any Equity Offering of the Company or any of its Subsidiaries;
- (viii) the incurrence of any Indebtedness, not included in the Business Plan and Budget, by the Company or any Company Subsidiary exceeding USD 50,000 or its equivalent in any other currency, or the amendment of any material term thereof;
- (ix) granting of any Lien with respect to any assets or properties of the Company or any Company Subsidiary, except for Permitted Liens;
- (x) approval of any kind of incentive plan, stock option plan or any other plan for the benefit of the Key Managers, other officers and/or employees in general;
- (xi) the entering into any joint venture, partnership or alliance or similar agreement or arrangement;
- (xii) merger or consolidation with or into, or the transfer of all or substantially all of the Company's or any Company Subsidiary's assets (in one or a series of related transactions) to, any Person;
- (xiii) dissolution or liquidation of any Company Subsidiary;
- (xiv) acquisition (whether in one transaction or a series of related transactions) of any assets, property or businesses, or entering into any agreement, commitment, arrangement or plan that provides for payments, expenditures or liabilities by the Company or any of the Company Subsidiaries, in each case in excess of USD 150,000 or agreements by which the Company or the Company Subsidiaries are entitled to receive more than USD 400,000;
- (xv) the appointment or removal of any of the Key Managers and any other key officer or employee of the Company and the Company Subsidiaries;
- (xvi) the appointment and removal of the auditors, accountants and legal counselors, (xvii) the declaration and payment of any Distribution in respect of the Capital Stock of the Company;
- (xviii) any Bankruptcy Event;
- (xix) the formation of any Company Subsidiary; and
- (xx) the entering by the Company or any Company Subsidiary into any license agreements, representation agreements or distribution agreements of any kind.

Section 7.5. Duties of Board of Directors. Without limiting applicability of any other provision of the Articles, the Board of Directors shall have the duties provided by the Applicable Law.

Section 7.6. Interested Transactions. To the fullest extent permitted by Applicable Law, no Director shall be deemed to have breached his or her duty of loyalty to the Company or the Shareholders (and such Director shall not be liable to the Company or to the Shareholders for breach of any duty of loyalty or analogous duty) with respect to any action or inaction in connection with or relating to any transaction that was approved in accordance with the Articles.

#### **Art. 8. Businesses of the company and the company subsidiaries.**

Section 8.1. Day-to-Day Operations. The day-to-day operations of the Company Subsidiaries shall be managed by the chief executive officer (the "CEO"), the Key Managers and other executive officers of the Company Subsidiaries. The CEO and other executive officers shall be appointed by the Board of Directors with the affirmative vote of Preferred Shareholders holding a majority of Series A Preferred Shares as provided in Section 7.4. Any replacement of the CEO or any of the Key Managers shall be made with the affirmative vote of Preferred Shareholders holding a majority of Series A Preferred Shares as provided in Section 7.4.

Section 8.2. Businesses of the Company' Subsidiaries. For purposes of the Articles the businesses of the Company Subsidiaries shall consist of the provision of software solutions for the financial services industry, including but not limited to core system, multichannel manager, internet banking, call center, self-service, branch automation and mobile banking systems.

Section 8.3. Non Competition; Non Solicitation.

(a) For as long as a Shareholder owns any Interest of the Company and for a period of two years thereafter:

(i) Such Shareholder shall not, and shall cause its Affiliates (other than the Company and the Company Subsidiaries) not to, directly or indirectly, engage or invest in, own, manage, operate, finance, control, or participate in the ownership, management, operation, financing, or control of, be employed by, associated with, or in any manner connected with, lend its name or similar name to, lend its credit to, or render services or advice to, the business of the Company or any of its Subsidiaries.

(ii) Such Shareholder shall not, and shall cause its Affiliates (other than the Company and the Company Subsidiaries) not to, directly or indirectly, either for itself or any other Person, (i) induce or attempt to induce any employee of the

Company or of the other Shareholders or any of the Company Subsidiaries to leave the employment of the Company or any of the Company Subsidiaries, (ii) in any way interfere with the relationship between the Company Subsidiaries and any employee of the Company or any of the Company Subsidiaries, or (iii) employ, or otherwise engage or hire as an employee, independent contractor, or otherwise, any employee of the Company or any of the Company Subsidiaries.

(iii) Each Shareholder shall not, and shall cause its Affiliates not to, directly or indirectly, either for itself or any other Person, persuade or attempt to persuade any person providing services or goods to the Company or any of the Company Subsidiaries not to do business with the Company or any of the Company Subsidiaries or to reduce the amount of business it does with the Company or any of the Company Subsidiaries.

(b) No Shareholder shall or shall permit its Affiliates to, without limitation of time, make any disparaging statements concerning the Company or any of the Company Subsidiaries and their officers, Shareholders, board Shareholders, employees, products or services that could injure, impair or damage relationships between the Company or any of the Company Subsidiaries and their employees, officers, Shareholders, directors, customers or suppliers or any lessor, lessee, vendor, supplier, customer, distributor, consultant or other business associate of the Company or any of the Company Subsidiaries.

(c) For avoidance of doubt, the provisions of this Section 8.3 shall apply to the Shareholders and any Affiliates thereof.

Section 8.4. Assistance and Advice. Each Shareholder shall provide the Company and each of the Company Subsidiaries with assistance and advice on issues related to such Shareholder's core business and expertise.

The Board of Directors shall, by a majority vote, determine the amount of expenses that can be approved by the Company's CEO, and the amount of expenses that require Board of Directors approval.

Section 8.5. Related Party Transactions. All transactions and agreements between the Company and any Shareholder or Affiliates shall be agreed on an arm's length basis and approved by the Board of Directors.

#### **Art. 9. Dissolution of the company.**

Section 9.1. Winding-up. As soon as practicable following the dissolution of the Company for any reason, the Company shall be wound up and liquidated. A liquidator appointed by the Shareholders (the "Liquidator") shall proceed with the sale of the Company's assets in connection with the winding-up of the Company (the "Dissolution Sale") and the distribution described in Section 9.2. In the Dissolution Sale, the Liquidator shall use reasonable best efforts to reduce the cash and equivalent assets of the Company as the Liquidator shall deem it advisable to sell, subject to obtaining fair value for such assets and any tax or other legal considerations. A full accounting of the assets and liabilities of the Company shall be taken and a statement thereof shall be furnished by the Liquidator to each Shareholder promptly after the distribution of all of the assets of the Company.

Section 9.2. Final Distribution. After the Dissolution Sale, the proceeds thereof and the other assets of the Company shall be distributed in one or more installments in the following order of priority:

- (a) FIRST, to the payment of the expenses of the winding-up, liquidation and dissolution of the Company;
- (b) SECOND, to pay all creditors of the Company, other than Shareholders in respect of Distributions then owing to them, either by the payment thereof or the making of reasonable provision therefore;
- (c) THIRD, to establish reserves, in amounts established by the Liquidator, to meet other liabilities of the Company, including those to Shareholders, other than in respect of distributions then owing to them;
- (d) FOURTH, to the Preferred Shareholders in accordance with Section 5.2; and
- (e) FIFTH, to the Ordinary Shareholders in accordance with Section 5.2.

#### **Art. 10. Indemnification.**

Section 10.1. General. To the fullest extent permitted by Applicable Law, the Company shall indemnify, defend and hold harmless each member of the Board of Directors and each of the Key Managers (collectively the "Indemnified Persons", and individually the "Indemnified Person"), from and against any and all liability, loss, claims and damages incurred by the Indemnified Person by reason of any act performed or omitted to be performed by the Indemnified Person in connection with the business of the Company or any Company Subsidiary, and from liabilities or obligations of the Company or the Company Subsidiaries imposed on such Indemnified Person by virtue of such Indemnified Person's position with the Company or any Company Subsidiary, including reasonable attorneys' fees and costs and any amounts incurred or expended in the settlement of any such claims of liability, loss or damage (including reasonable fees and disbursements of any Indemnified Person's counsel, as they are incurred, in connection with investigating, preparing for, defending, or appealing any actions, formal or informal claim, investigation, inquiry or other proceeding, whether or not in connection with pending or threatened litigation, caused by or arising out of or in connection with the Indemnified Person acting pursuant to their duties or engagement); provided, however, that if the liability, loss, damages or claim arises out of any action or inaction of an Indemnified Person, indemnification under this Section 10.1 shall be available only if:

- (a) either (i) the Indemnified Person, at the time of such action or inaction, determined in good faith that its, his or her course of conduct was in, or not opposed to, the best interests of the Company or the Company Subsidiaries or (ii) in the case of inaction by the Indemnified Person, the Indemnified Person did not intend its, his or her inaction to be harmful or opposed to the best interests of the Company or the Company Subsidiaries, and

(b) the action or inaction did not constitute fraud or willful misconduct by the Indemnified Person; provided, however, that indemnification under this Section 10.1 shall be recoverable only from the assets of the Company and not from any assets of the Shareholders.

The Company shall pay or reimburse reasonable attorneys' fees of an Indemnified Person as incurred, provided that such Indemnified Person executes an undertaking to repay the amount so paid or reimbursed in the event that a final non-appealable determination by a court of competent jurisdiction resolves that such Indemnified Person is not entitled to indemnification under this Section 10.1.

The Company may pay for insurance covering liability of the Indemnified Persons for negligence in operation of the Company or Company Subsidiaries' affairs. Such indemnification shall also apply for actions taken or omitted to be taken by an Indemnified Person with the Company's or the Shareholders consent or approval or in conformity with the Company's or the Shareholders instructions, or are otherwise related to or arise out of the Indemnified Person engagement.

The Company further agrees that it will not, without the prior written consent of the Indemnified Person, settle or compromise or consent to the entry of any judgment in any pending or threatened claim, action, suit or proceeding in respect of which indemnification may be sought hereunder (whether or not any Indemnified Person is an actual or potential party to such claim, action, suit or proceeding) unless such settlement, compromise or consent includes an unconditional release of the Indemnified Person hereunder from all liability arising out of such claim, action, suit or proceeding.

The foregoing right to indemnity shall be in addition to any rights that the Indemnified Person may have under Applicable Law, and shall remain in full force and effect following completion or any termination of their performance or engagement.

**Section 10.2. Exculpation.** No Indemnified Person shall be liable, in damages or otherwise, to the Company or to any Shareholder for any loss that arises out of any act performed or omitted to be performed by it, him or her pursuant to the authority granted by the Articles if (a) either (i) the Indemnified Person, at the time of such action or inaction, determined in good faith that such Indemnified Person's course of conduct was in, or not opposed to, the best interests of the Company, or (ii) in the case of inaction by the Indemnified Person, the Indemnified Person did not intend such Indemnified Person's inaction to be harmful or opposed to the best interests of the Company and (b) the conduct of the Indemnified Person did not constitute fraud, gross negligence or willful misconduct by such Indemnified Person.

**Section 10.3. Procedure Agreements.** The Company may enter into an agreement with any Indemnified Person of its setting forth procedures, consistent with Applicable Law, for implementing the indemnities provided in this article X.

#### **Art. 11. Miscellaneous.**

**Section 11.1. Notices.** Any notice or other communication required or permitted under the Articles shall be deemed to have been duly given (i) five Business Days following deposit in the mails if sent by registered or certified mail, postage prepaid, (ii) when sent, if sent by facsimile transmission, if receipt thereof is confirmed by fax or other means in writing, (iii) when delivered, if delivered personally to the intended recipient and (iv) two (2) Business Days following deposit with a nationally recognized overnight courier service, in each case addressed to the registered office or address of the relevant Person.

**Section 11.2. Miscellaneous.** All matters not governed by these Articles are to be construed in accordance with the Luxembourg law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended from time to time.

#### *Seventh resolution*

The Shareholders resolve to:

- (i) revoke the current managers of the Company and to grant them full discharge;
- (ii) appoint the following individuals as directors of the Company for a period of 6 years as from the date of the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg:
  - Ricardo Lisandro BRIL, born on March 9, 1951, in Buenos Aires, Argentina, with professional address at Republica de Eslovenia 1970 8 B, Buenos Aires 1426, Argentina;
  - Miguel SANTOS, born on May 6, 1970, in Tigre, Argentina, with professional address at Villafior 550, 19<sup>th</sup> floor, Apt 2, Caba C1107CIL, Argentina;
  - Adrián Marcelo IGLESIAS, born on November 3, 1967, in Buenos Aires, Argentina, with professional address at Ciudad de la Paz 2211, 7<sup>th</sup> floor, Apt H, Buenos Aires C1428CPK, Argentina;
  - Germán PUGLIESE BASSI, born on October 28, 1967, in Buenos Aires, Argentina, with professional address at 2560 NE 209<sup>th</sup> TER, Miami, FL 33180-1044, United States of America.
- (iii) appoint PRICEWATERHOUSECOOPERS, société cooperative, with registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 65.477, as independent external auditor ("réviseur d'entreprises agréé") of the Company, for a period of 1 year as from the date of the transfer of the registered office, principal establishment and central administration of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg

*Eighth resolution*

The Shareholders resolve to establish the registered office, principal establishment and central administration of the Company at 6 rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation and on the request of the same appearing parties in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day specified at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, the said proxy holder signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le deux septembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

**ONT COMPARU:**

- K2 GLOBAL VENTURES PTE. LTD., une société à responsabilité limitée existant selon les lois de la République de Singapour, ayant son siège social au 163 Penang Road, #02-03, Winsland House II, 238463, République de Singapour, et enregistrée auprès du Singapore Registrar of Companies and Businesses sous le matricule 200721161W («K2 Global»);

- BLUE GOLD INTERNATIONAL PTE. LTD., une société à responsabilité limitée existant selon les lois de la République de Singapour, ayant son siège social au 163 Penang Road, #02-03, Winsland House II, 238463, République de Singapour, et enregistrée auprès du Singapore Registrar of Companies and Businesses sous le matricule 200721164K («Blue Gold»);

- FIRST BRIDGE INVESTMENTS PTE. LTD., une société à responsabilité limitée existant selon les lois de la République de Singapour, ayant son siège social au 163 Penang Road, #02-03, Winsland House II, 238463, République de Singapour, et enregistrée auprès du Singapore Registrar of Companies and Businesses sous le matricule 200721155H («First Bridge»);

- HOLDINVEST TECHNOLOGY FUND, LLC, une société à responsabilité limitée existant selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 901 N Market Street, Ste 705, Wilmington, DE 19801, Etats-Unis d'Amérique, et enregistrée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le matricule 4464950 («Holdinvest»);

ci-après les «Actionnaires»,

ici représentée par Madame Sophie HENRYON, employée privée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée par K2 Global le 27 août 2014, par Blue Gold le 27 août 2014, par First Bridge le 27 août 2014, et par Holdinvest le 14 août 2014.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec les autorités d'enregistrement.

Lesquels comparants sont les actionnaires actuel de FINANSYS LLC, une société à responsabilité limitée existant selon les lois de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 16192 Coastal Hwy, Lewes, Sussex, DE 19958, Etats-Unis d'Amérique, et enregistrée auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware sous le matricule 4457916 (la «Société»), devant être transférée au Grand-Duché de Luxembourg convertie en une société anonyme luxembourgeoise.

Que la présente assemblée a pour ordre du jour:

*Agenda*

1) Reconnaissance (i) des résolutions des gérants de la Société du 04 août 2014 décidant du transfert du siège social, de l'établissement principal et de l'administration centrale de la Société de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, au Grand-Duché de Luxembourg (ii) du fait que toutes les actions nécessaires dans l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, pour le transfert du siège social, de l'établissement principal et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, sans que la Société ne soit dissoute mais au contraire avec pleine continuation de sa personnalité morale, ont été prises dans l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique;

2) Approbation du transfert du siège social, de l'établissement principal et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg et changement de nationalité de la Société en nationalité luxembourgeoise, sans que la Société ne soit dissoute mais au contraire avec pleine continuation de sa personnalité morale;

3) Conversion et adoption par la Société de la forme juridique d'une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination «TECHNISYS S.A.»;

4) Confirmation de la description et consistance des actifs et passifs de la Société et du capital émis et libéré de la Société, sur la base du rapport émis par un réviseur d'entreprises agréé;

5) Détermination de l'objet social de la Société pour lui donner la teneur suivante:



« **Section 2.5. Objet Social.** L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non.

La Société peut procéder à l'émission de tous types d'actions, sûretés ou garanties rachetables ou non.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle, technique ou financière, liées directement ou indirectement à ce qui précède, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.»

6) Modification, reformulation et renumérotation intégrale des statuts de la Société;

7) (i) Acceptation de la démission des gérants actuels de la Société et octroi de leur décharge intégrale, (ii) nomination des individus suivants en tant qu'administrateur de la Société pour une période de 6 ans à compter de la date du transfert du siège social, de l'établissement principal et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg: Ricardo Lisandro Bril, Miguel Santos, Adrián Marcelo Iglesias et Germán Pugliese Bassi, et (iii) nomination de PRICEWATERHOUSECOOPERS, société coopérative, ayant son siège social 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le matricule B 65.477, comme réviseur d'entreprises agréé de la Société;

8) Etablissement du siège social, principal établissement et administration centrale de la Société au 6, Rue Eugène Rupert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

9) Divers.

Que, sur base de l'ordre du jour, les Actionnaires, ayant renoncés à la période de convocation, prennent les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les Actionnaires prennent acte (i) de la résolution des administrateurs de la Société du 04 août 2014 décidant de transférer le siège social, principal établissement et administration centrale de la Société de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, au Grand-Duché de Luxembourg, à compter de la date des présentes, et (ii) que toutes les formalités requises dans l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, afin de transférer le siège social, principal établissement et administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg, sans que la Société ne soit dissoute mais au contraire avec pleine continuation de sa personnalité morale, ont été accomplies dans l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique..

#### *Deuxième résolution*

Les Actionnaires décident, à compter de la date des présentes, de transférer le siège social, l'établissement principal et l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg et de changer la nationalité de la Société en nationalité luxembourgeoise, sans dissolution de la Société mais au contraire avec pleine continuation de sa personnalité morale et juridique.

#### *Troisième résolution*

Les Actionnaires décident que la Société soit convertie en et adopte la forme sociale d'une société anonyme luxembourgeoise sous la dénomination «TECHNISYS S.A.».

#### *Quatrième résolution*

Sur base d'un rapport de réviseur d'entreprises agréé émis par PRICEWATERHOUSECOOPERS, société coopérative, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477, qui conclut comme suit:

«Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the net asset value of the Company as at 30 June 2014 amounting to USD 8,560,637 does not correspond at least to the minimum capital for a "Société Anonyme".»

Les Actionnaires notent que la description des actifs et passifs de la Société résulte d'un bilan de la Société en date du 30 juin 2014. Les Actionnaires déclarent que les actifs et passifs de la Société, sans limitation, restent la propriété dans leur totalité de la Société, qui continue à détenir tous ses actifs et à être obligée par ses passifs et obligations. Les Actionnaires confirment que le capital émis et libéré de la Société est fixé à cinquante mille cinq cent quatre US Dollars

(USD 50.504), et est représenté par (i) quarante-deux mille cinq cent trente-cinq (42.535) Actions Ordinaires d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune, et (ii) sept mille neuf cent soixante-neuf (7,969) Actions Préférentielles de Séries A d'une valeur nominale d'un US Dollar (USD 1) chacune.

Une copie du rapport de réviseur d'entreprise, signé ne varietur par le mandataire des Actionnaires représentés et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Les Actionnaires approuvent le bilan de la Société daté du 30 juin 2014 comme le bilan d'ouverture de la Société à l'établissement de son siège social, de son établissement principal et de son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg.

#### *Cinquième résolution*

Les Actionnaires décident, par le biais d'une résolution spéciale, de modifier l'objet social de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Section 2.5. Objet Social.** L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non.

La Société peut procéder à l'émission de tous types d'actions, sûretés ou garanties rachetables ou non.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle, technique ou financière, liées directement ou indirectement à ce qui précède, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.»

#### *Sixième résolution*

Les Actionnaires décident de modifier et de reformuler et renuméroter intégralement les statuts de la Société afin de les conformer à la loi luxembourgeoise à l'occasion du transfert de la Société et de la continuation de sa personnalité morale et juridique au Grand-Duché de Luxembourg. Les statuts reformulés et renumérotés de la Société auront la teneur suivante:

#### **Art. 1<sup>er</sup>. Définitions et interprétation.**

Section 1.1. Définitions. Aux fins de ces Articles, les termes suivants auront les significations suivantes:

- «Affilié» de toute Personne signifie toute autre Personne qui, directement ou indirectement, contrôle, est sous le même contrôle que, ou est contrôlée par cette Personne. Pour les fins de cette définition, le «contrôle» (ainsi que les termes «contrôlé par» et «sous le même contrôle que») à l'égard de toute Personne signifie la possession, directe ou indirecte, du pouvoir de diriger ou de donner la direction de la gestion d'une telle Personne, que ce soit par la propriété de titres avec droit de vote, par contrat ou autrement. Aux fins de ces Statuts, ni la Société ni aucune des Filiales de la Société ne sont considérées comme étant un Affilié de tout Actionnaire.

- «Statuts» signifie les statuts de la Société.

- «IFRS» signifie, à l'égard de toute Personne, les principes comptables internationaux standards émis par le International Accounting Standards Board et en vigueur dans la juridiction de cette Personne.

- «Loi Applicable» désigne, à l'égard de toute Personne, toutes les dispositions des lois, ordonnances, règlements, permis ou certificats d'une Autorité Gouvernementale compétente vis-à-vis de cette Personne ou un quelconque de ses actifs ou biens, et tous jugements, injonctions, ordonnances et décrets de toutes Autorités Gouvernementales dans les procédures ou actions auxquelles cette Personne est partie ou par laquelle un de ses actifs ou biens est engagé.

- «Valeur d'Actif» des biens de la Société signifie sa valeur ajustée avec l'impôt sur le revenu, sauf si:

\* L'actif acceptée par la Société à titre d'apport à une valeur différente de sa valeur ajustée, auquel cas la Valeur d'Actif initiale du bien signifie la valeur de marché brute du bien accepté par la Société et l'Actionnaire ayant effectué l'apport; ou

\* suite à l'émission de nouvelles Actions ou le rachat de tout ou partie des Participations d'un Actionnaire, la valeur de la Société est réévaluée conformément à l'Article XI.



A une quelconque date la Valeur de Marché en vigueur d'un bien désigne la dernière Valeur de Marché déterminée pour cet actif moins la dépréciation, amortissement et coûts de recouvrement pris en compte dans le calcul du Bénéfice Net ou la Perte Nette de l'Exercice Social postérieur à cette date.

- «Faillite» signifie, à l'égard de toute Personne, (i) le dépôt de toute requête volontaire de mise en faillite, (ii) l'approbation par cette Personne du dépôt d'une mise en faillite involontaire, (iii) le dépôt par cette Personne d'une demande visant, ou approuvant la restructuration ou l'assistance par application de la Loi Applicable en matière de faillite ou d'insolvabilité, (iv) l'approbation par cette Personne de la nomination d'un receveur, liquidateur, cessionnaire, ou séquestre (ou autre personne d'une fonction similaire), (v) une cession par cette Personne au profit de créanciers, (vi) l'aveu écrit de cette Personne de son incapacité à payer ses dettes à leur échéance ou (vii) toute action de cette Personne visant à aboutir à une des situations susmentionnées.

- «Conseil d'Administration» désigne le conseil d'administration de la Société.

- «Jour Ouvrable» désigne tout jour autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour où les banques situées dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, sont autorisées ou requises par la Loi Applicable de fermer.

- «Plan d'Affaires et Budget» signifie le plan de développement annuel et le budget de la Société et/ou des Filiales de la Société.

- «Apport» signifie (i) le montant en espèces, et/ou (ii) la valeur de marché actif apporté par un Actionnaire à la Société.

- «Capital Social» signifie, à l'égard de toute Personne, toutes actions, intérêts, participations ou autres équivalents (avec ou sans droit de vote) dans le capital social émis de cette Personne ou à émettre.

- «Président» a la signification donnée à la Section 7.2(d).

- «Classe» signifie chaque classe d'Actions de la Société tel que prévu dans les présents Statuts. La Société a les deux Classes d'Actions suivantes: (i) les Actions Ordinaires et (ii) les Actions Préférentielles de Série A.

- «Société» signifie TECHNISYS S.A., une société anonyme existant valablement conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée (ou en procès d'immatriculation) auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

- «Filiale de la Société» désigne toute filiale de la Société.

- «Administrateur» a la signification donnée à la Section 7.1(b).

- «Vente dans le Cadre de la Liquidation» a le sens indiqué à la Section 9.1.

- «Distributions» signifie les distributions en espèces ou d'autres actifs réalisées par la Société à un Actionnaire en rapport à la Participation de cet Actionnaire.

- «Actionnaires Sortants Obligés» ont la signification donnée à la Section 6.3(f).

- «Obligation de Sortie Conjointe» a la signification donnée à la Section 6.3(f).

- «Vente de Sortie Conjointe Obligée» a la signification donnée à la Section 6.3(f).

- «Actionnaires Entrants Suite à la Sortie Conjointe» a la signification donnée à la Section 6.3(f).

- «Offre de Fonds Propres» signifie (1) une offre publique d'Actions de la Société; (2) une offre d'émission d'Actions de la Société ou de toute Filiale de la Société; et (3) toute vente privée d'actions de la Société ou d'une Filiale de la Société à une ou plusieurs autres Personnes (autres que les émissions lors de l'exercice d'options par les salariés de la Société ou d'une Filiale de la Société).

- «Exercice Social» signifie l'exercice social de la Société, qui est l'année civile.

- «Autorité Gouvernementale» signifie tout tribunal, organisme administratif, commission, autorité publique ou toute autre autorité du Grand-Duché de Luxembourg, ou tout organisme qui exerce une autorité de réglementation au Grand-Duché de Luxembourg.

- «Endettement» appliqué à toute Personne, signifie, de manière non cumulative, (i) toutes les dettes d'argent emprunté; (ii) la partie des obligations à l'égard de contrats de location qui sont correctement comptabilisés à titre de passif dans le bilan en conformité avec l'IFRS; (iii) les dettes à payer et les extensions de crédit représentant ou non des obligations relatif à l'argent emprunté; (iv) toute obligation due à l'égard de tout ou partie d'un prix d'achat différé de biens ou de services, lequel prix d'achat est (a) est dû à plus de six mois à compter de la date du commencement de l'obligation ou (b) formalisé dans une reconnaissance de dette ou document similaire; (v) toutes dettes garanties par une sûreté sur un bien ou un actif appartenant ou détenu par cette Personne indépendamment du fait que la dette ainsi garantie doit avoir été pris en charge par la Personne avec ou non recours au patrimoine de cette Personne; (vi) toute lettre de crédit émise pour le compte de cette Personne ou par laquelle cette Personne est responsable du remboursement des emprunts; (vii) toute garantie directe ou indirecte, endossement (autre que pour la collecte ou le dépôt dans le cours normal des affaires), escompte avec recours ou vente avec recours par cette Personne de l'obligation de l'autre; (viii) toute obligation de cette Personne dont le but principal ou intention principale est de fournir une garantie au créancier que l'obligation du débiteur sera payée ou déchargée, ou tout contrat y relatif, ou ces détenteurs sont protégés (en tout ou en partie) contre une perte; (ix) toute obligation de cette Personne par rapport à une obligation d'une autre Personne (a) d'acheter, racheter ou acquérir autrement cette obligation ou garantie, ou à fournir des fonds pour le paiement ou la décharge de cette obligation (soit sous la forme de prêts, d'avances, d'achats d'actions, d'apports en capital ou autre) ou (b) pour maintenir la solvabilité ou tout autre élément du bilan, niveau de revenu ou situation financière si, dans le cas d'un accord décrit

dans les sous-alinéas (a) ou (b) de la provision (ix), l'objectif principal ou intention principale est visé à la provision (viii) ci-dessus; et (x) toute obligation de cette Personne à l'égard de toute négociation boursière ou transaction de gré à gré portant sur des instruments dérivés, en ce compris, et sans limitation, à des fins spéculatives ou de couverture.

- «Personne Indemnisée» a la signification donnée à la Section 10.1.
- «Participation» signifie, pour un Actionnaire à un moment donné, le nombre d'Actions que cet Actionnaire détient par rapport au nombre total d'Actions émises et de la balance du Compte d'Apport de l'Actionnaire par rapport à la balance globale du Compte d'Apport de tous les Actionnaires.
- «Cessionnaire Désigné» a la signification donnée à la Section 6.3(a).
- «Passif» signifie toute dette de la Société qui, conformément aux principes comptables généralement reconnus, devrait être allouée au passif du bilan de la Société.
- «Gérants Clés» désigne le directeur général, le directeur de l'exploitation et directeur du développement des affaires, des Filiales de la Société.
- «Sûreté» signifie (i) toute sûreté, hypothèque, nantissement, cession, intérêt de garantie, charge ou garantie de toute nature (en ce compris tout contrat visant à accorder ce qui précède, toute vente conditionnelle ou autre contrat suspensif, et tout bail de cette nature) et toute option, fiducie ou autre contrat préférentiel ayant pour effet la mise en place d'un des éléments qui précèdent et (ii) dans le cas de garanties, toute option d'achat, demande ou droit similaire d'un tiers vis-à-vis de telles garanties.
- «Actionnaire Non-Cédant» a la signification donnée à la Section 6.3(a).
- «Avis de Vente» a la signification donnée à la Section 6.3(a).
- «Actionnaire Ordinaire» désigne l'actionnaire d'Actions Ordinaires.
- «Actions Ordinaires» a la signification donnée à la Section 3.3.
- «Documents Constitutifs» signifie, à l'égard d'une Personne, les statuts ou autres documents constitutifs de cette Personne.
- «Sûretés Autorisées» désigne (i) les Sûretés imposées par la loi portant sur les impôts non échus ou contestés de bonne foi par le biais de procédures appropriées et (ii) les Sûretés imposées par la loi.
- «Cessionnaire Autorisé» signifie pour chaque Actionnaire, toute Personne qui est un Affilié de cet Actionnaire, à condition qu'aucun concurrent direct d'un autre Actionnaire ou Affilié de celui-ci n'ait une participation dans le capital social dudit Affilié.
- «Personne» désigne tout individu, partenariat, alliance, association, société, fiducie, succession, société, société en commandite, personne morale de toute nature, Autorité Gouvernementale, ou toute autre entité juridique.
- «Actionnaire Préférentiel» désigne chaque actionnaire d'Actions Préférentielles de Série A.
- «Transfert Autorisé» a la signification donnée à la Section 6.1(a).
- «Allocations Réglementaires» ont la signification donnée à la Section 5.7.
- «Représentations Requises» tel qu'appliqué à toute Personne et à l'égard de tout Transfert, signifient les représentations et garanties quant à l'existence de cette Personne dûment constituée, l'absence de conflits avec ou violations à la Loi Applicable, documents constitutifs ou contrats auxquels cette personne est partie dans le cadre de ce Transfert, l'autorisation et l'exécution, et le caractère exécutoire, de cette Personne des contrats relatifs audit Transfert, et le droit de cette Personne aux Participations à Transférer.
- «Droit de Premier Refus» a la signification donnée à la Section 6.3(b).
- «Actions Préférentielles de Série A» a la signification donnée à la Section 3.3.
- «Actionnaire» désigne toute Personne qui est un actionnaire de la Société.
- «Action» désigne une action émise par la Société.
- «Filial» désigne, à l'égard de toute Personne, toute autre Personne dont les titres ou autres participations donnant droit de vote ordinaire d'élire la majorité du conseil d'administration ou d'autres personnes exerçant des fonctions similaires, sont à ce moment détenus directement ou indirectement par cette autre Personne.
- «Actionnaires Sortants Autorisés» a la signification donnée à la Section 6.3(b).
- «Droit de Sortie» a la signification donnée à la Section 6.3(b).
- «Distribution pour l'Impôt» a la signification donnée à la Section 5.2(a).
- «Vente à un Tiers» a la signification donnée à la Section 6.3(a).
- «Transfert», signifie, directement ou indirectement (en ce compris par voie de fusion, groupement d'entreprises, consolidation ou transfert d'actifs), toute vente, cession, licence, sous-licence, transfert de propriété, transfert, donation ou tout autre moyen de céder, ou nantir, hypothéquer ou grever de quelque manière que ce soit, ou permettre ou tolérer l'existence d'une Sûreté, charge ou garantie, sur les Participations de la Société.
- «Actionnaire Cédant» a la signification donnée à la Section 6.3(a).
- «Entreprise d'Evaluation» désigne toute banque d'investissement, de la comptabilité ou des cabinets de conseil nommés par la Société, qui n'ont pas un intérêt financier direct ou indirect dans la Société.

Section 1.2. Interprétation. Chaque fois que le contexte l'exige, tout pronom comprend la forme masculine, féminine et neutre correspondante. Les mots au singulier ou au pluriel incluent le pluriel ou le singulier. L'utilisation du mot «ou» n'est pas exclusive. Toutes les références aux articles, sections, sous-sections, préambules, paragraphes, pièces jointes et annexes sont considérées comme des références aux articles, sections, sous-sections, préambules, paragraphes, pièces jointes et annexes des Statuts à moins que le contexte n'exige une interprétation différente. Les mots «comprennent», «comprend» et «compris» sont réputés être suivi de la mention «sans limitation». Les mots «des présentes», «aux présentes» et «présentes» et termes semblables lorsque utilisés dans ces Statuts se réfèrent aux Statuts dans leur ensemble et non à une disposition particulière des Statuts.

## **Art. 2. Forme et objet.**

Section 2.1. Forme. La Société a la forme sociale d'une société anonyme en conformité avec les lois du Grand-Duché de Luxembourg. Les droits et obligations des Actionnaires doivent être déterminés conformément à la Loi Applicable et aux Statuts.

Section 2.2. Nom. Le nom de la Société est «TECHNISYS S.A.».

Section 2.3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré à toute autre adresse dans la même municipalité par décision du Conseil d'Administration.

Section 2.4. Durée. La Société a été constituée pour une durée indéterminée et son existence se poursuit à moins et jusqu'à ce que la Société soit dissoute et liquidée conformément à l'article IX. Section 2.5. Objet Social. L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non.

La Société peut procéder à l'émission de tous types d'actions, sûretés ou garanties rachetables ou non.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle, technique ou financière, liées directement ou indirectement à ce qui précède, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Section 2.6. Autres lieux d'affaires. Le Conseil d'Administration peut établir et maintenir des bureaux supplémentaires et autres lieux d'affaires pour la Société, soit à l'intérieur ou à l'extérieur du Grand-Duché de Luxembourg, comme il le juge approprié.

Section 2.7 Exercice Social. L'exercice social de la Société («Exercice Social») est la période commençant le premier jour de janvier et se terminant le trente et unième jour de décembre; à condition que, dans le cas du dernier Exercice Social, ledit Exercice Social se terminera à la date à laquelle la liquidation de la Société est terminée.

Section 2.8. Assemblée Générale Annuelle. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra à Luxembourg à l'endroit indiqué dans la convocation le premier mardi du mois de juin ou à toute autre date indiquée dans la convocation dans les six mois à compter de la fin du dernier Exercice Social.

Section 2.9. Enregistrements. La Société doit se conformer à tous les enregistrements requis en vertu de la Loi Applicable.

## **Art. 3. Actionnaires; Apports et actions.**

### **Section 3.1. Actionnaires.**

(a) Les Actionnaires sont les Personnes dont le nom, Participations et nombre d'Actions sont inscrits dans le registre d'actionnaires de la Société telle que modifié de temps à autre par le Conseil d'Administration pour tenir compte de l'admission ou le retrait d'un Actionnaire conformément aux dispositions des Statuts et de la Loi Applicable.

(b) Autrement qu'en raison de (i) un Transfert par un Actionnaire de tout ou partie de sa Participation dans la Société conformément aux dispositions de l'article VI ou (ii) l'admission d'Actionnaires supplémentaires conformément à la Section 3.5, aucune Personne n'est admise comme Actionnaire et aucune Action supplémentaire n'est émise par la Société sans le consentement préalable par écrit de chaque Actionnaire.

Section 3.2. Pouvoirs des Actionnaires. Les Actionnaires n'ont pas le pouvoir de traiter au nom de la Société ou d'engager la Société en tant qu'Actionnaires.

### **Section 3.3. Actions.**

(a) Le capital social de la Société est fixé à cinquante mille cinq cent quatre US dollars (USD 50.504), représenté par quarante-deux mille cinq cent trente-cinq (42.535) Actions Ordinaires ayant une valeur nominale d'un US dollar (USD 1) chacune et par sept mille neuf cent soixante-neuf (7.969) Actions Préférentielles de Série A d'une valeur nominale d'un US dollar (USD 1) chacune, toutes entièrement libérées.

(b) Les Participations des Actionnaires sont divisés en Actions. Il existe deux Classes d'Actions, les Actions Ordinaires et les Actions Préférentielles de Série A, avec les droits et obligations indiqués pour chaque Classe dans les présents Statuts.

(c) Sauf tel que stipulé dans ces Statuts, chaque Action doit avoir les mêmes droits et privilèges; les Actions sont de rang égal et sont identiques en tous points. Sous l'autorité du Conseil d'Administration tel qu'indiqué dans les Statuts, chaque Action représente un droit aux Distributions, dans chaque cas en conformité avec ces Statuts et la Loi Applicable.

(d) Aucun Actionnaire n'a d'intérêt sur les actifs de la Société, en ce compris les actifs apportés à la Société par ledit Actionnaire dans le cadre d'un Apport.

(e) Lors de l'acquisition d'Actions Ordinaires par un Actionnaire Préférentiel, les Actions Ordinaires acquises par cet Actionnaire Préférentiel sont converties en Actions Préférentielles de Série A à un rapport d'une (1) Action Préférentielle de Série A pour une (1) Action Ordinaire acquise.

#### Section 3.4. Droits de vote.

Les Actionnaires doivent prendre les décisions pertinentes: (a) dans le cadre de la nomination et la révocation des Administrateurs conformément à la Section 6.1, (b) dans le cadre de la dissolution de la Société conformément à la Section 9.1, (c) dans le cadre d'une question soumise à la décision finale des Actionnaires prévue conformément à la Section

7.2(b), (d) dans le cadre de toute modification des Statuts, et (e) lorsque requis par la Loi Applicable.

Sauf pour les questions nécessitant le vote d'une majorité des Actionnaires Préférentiels dans laquelle les Actionnaires Préférentiels votent comme une seule classe, les Actionnaires votent ensemble comme une seule classe sur toutes les questions sur lesquelles ils doivent prendre une décision en vertu de ces Statuts, et chaque Actionnaire aura droit à un vote pour chaque Action qu'il détient. La Société doit fournir un avis écrit à tous les Actionnaires de toute assemblée générale des actionnaires de la Société au moins cinq jours Ouvrables avant celle-ci, lequel avis doit décrire en détail les points à prendre en considération, les mesures à prendre et les questions devant être soumises au vote des Actionnaires durant l'assemblée. À toute assemblée générale des actionnaires de la Société, la présence, en personne ou par procuration, des Actionnaires détenant la majorité des Actions émises constitue un quorum. Si une affaire étudiée, une mesure prise ou une question votée n'était pas été décrite dans l'avis remis à tous les Actionnaires, dans les trois jours Ouvrables suivant l'assemblée de la Société un avis écrit doit fournir aux Actionnaires décrivant en détail raisonnable ladite question discutée ou décision prise. Toute action autorisée ou devant être prise par les Actionnaires peut être prise sans assemblée générale et sans avis préalable si les Actionnaires s'accordent unanimement par écrit.

Section 3.5. Admission d'Actionnaires; Emissions de Nouvelles Actions. De nouvelles Actions peuvent être émises à toute Personne, sous réserve de l'accord préalable et écrit des Actionnaires Préférentiels détenant une majorité d'Actions Préférentielles de Série A.

Section 3.6. Droits d'inscription. Tout Actionnaire est en droit de s'inscrire dans le cadre d'une offre publique de la Société et, en tant que tel, est en droit d'inclure dans toute offre publique de titres de la Société le prorata de sa Participation dans la Société.

Les Actionnaires conviennent qu'ils ne doivent pas, à la demande de la Société ou de ses souscripteurs, directement ou indirectement, vendre, céder ou grever de quelque façon (ni offrir à la vente, cession ou garantie d'une quelconque façon) leurs Actions durant les 180 jours suivants une offre publique de titres de la Société ainsi que les Participations des Filiales de la Société ou d'Affilié.

### Art. 4. Capital social Section.

4.1. Allocations. Le Bénéfice Net et la Perte Nette de la Société dans tout exercice est réparti entre les Actionnaires conformément à l'article IV en fonction du nombre d'Actions émises par la Société et détenues par les Actionnaires.

Section 4.2. Réserves. Un compte de réserve séparé (individuellement un «Compte de Réserve») doit être établi et maintenu pour chaque Actionnaire qui:

(a) est augmenté par (i) le montant de trésorerie et la valeur de marché du bien apporté par ledit Actionnaire à la Société en tant qu'Apport et (ii) la portion du Bénéfice Net de la Société attribuée à cet Actionnaire; et

(b) est réduit par (i) le montant de trésorerie et la valeur de marché du bien distribué audit Actionnaire par la Société et (ii) la portion de la Perte Nette de la Société attribuée à cet Actionnaire.

Les Comptes de Réserve de la Société sont maintenus conformément aux dispositions de la Loi Applicable et des Statuts et interprétées de manière constante.

Section 4.3. Réévaluation des Actifs et ajustements du Compte de Réserve. Sauf décision contraire du Conseil d'Administration précédant l'émission de nouvelles Actions à un nouvel Actionnaire ou Actionnaire existant en contrepartie de l'apport d'espèces ou d'actifs ou le rachat de la Participation d'un Actionnaire, les Valeur d'Actifs de la Société sont ajustées pour correspondre à leurs valeurs de marché brutes respectives, telle que déterminées de bonne foi par le Conseil d'Administration.

Toute augmentation de la valeur nette des actifs de la Société (Valeur d'Actifs moins les Passifs) est allouée au Compte de Réserve des Actionnaires de la même manière que les Profits Nets sont alloués conformément à l'article V (ou toute diminution de la valeur de l'actif de la Société doit être comptabilisée de la même manière que les Pertes Nettes sont comptabilisées conformément à la Section 5.6(c)).

En conséquence, à compter de la date d'émission des Actions nouvelles ou le rachat de tout ou partie des Participations de la Société d'un Actionnaire, les Comptes de Réserve des Actionnaires reflètent à la fois les gains et pertes réalisés et non-réalisés à cette date ainsi que la valeur nette de marché du capital de la Société à cette date.

Section 4.4. Ajustements Supplémentaires du Compte de Réserve. Les revenus de la Société qui sont exonérés d'impôt sur le revenu sont inscrits au crédit des Comptes de Réserve des Actionnaires de la même manière que les Profits Nets sont alloués conformément à la Section 5.6(a) lorsque ce revenu est réalisé. Tous les frais ou dépenses de la Société qui ne peuvent ni être déduits ni capitalisés à des fins fiscales (ou sont ainsi traités à des fins fiscales) doivent être imputés aux Comptes de Réserve des Actionnaires de la même manière que les Pertes Nettes sont comptabilisées conformément à la Section 5.6(c).

Section 4.5. Dispositions Additionnelles du Compte de Réserve. Aucun Actionnaire n'a le droit d'exiger un remboursement de tout ou partie de son Compte de Réserve. Tout remboursement d'Apport d'un Actionnaire doit être fait uniquement à partir des actifs de la Société et uniquement en conformité avec les Statuts et la Loi Applicable. Aucun intérêt n'est payé à un Actionnaire à l'égard de ses Apports ou de son Compte de Réserve. Dans le cas où tout ou partie des Actions d'un Actionnaire sont transférées conformément aux Statuts, le cessionnaire de ces Actions doit également céder au cédant tout ou la partie correspondante de son Compte de Réserve (par rapport au nombre d'Actions détenues par le cédant immédiatement avant la cession desdites Actions transférées).

## **Art. 5. Distributions et allocation des profits et pertes.**

Section 5.1. Détermination par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration avec l'accord de la majorité des Actionnaires Préférentielles, tel que prévu à la Section 7.4, détermine le moment et le montant des Distributions.

Section 5.2. Distributions. Les Distributions sont effectuées seulement après (i) l'allocation de 5% du Bénéfice Net à la réserve légale de la Société (tel prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint 10% du capital social de la Société), et (ii) la répartition du Bénéfice Net restant ou de la Perte Nette de la Société comptabilisé aux Comptes de Réserve des Actionnaires. Ces Distributions sont comptabilisées aux Comptes de Réserve des Actionnaires de la manière suivante:

(a) Tout d'abord, sous réserve de la Section 5.1, la Société, dans la mesure du possible et conformément à la Loi Applicable, distribuer à tous les Actionnaires, un montant destiné à permettre aux Actionnaires (ou aux propriétaires de participations des Actionnaires qui sont transparentes) de s'acquitter de leurs obligations fiscales, à la plus haute tranche marginale d'imposition à des fins fiscales résultant des allocations de revenu imposable faite conformément au présent article V pour la période imposable (la «Distribution pour l'Impôt»). Le Conseil d'Administration détermine de bonne foi, conformément à la Loi Applicable, le montant à distribuer aux Actionnaires conformément à cette Section 5.2(a) à sa libre discrétion sur la base de présomptions raisonnables (et en tenant compte des pertes fiscales reportées et attribuées aux Actionnaires au cours des Exercices Sociaux précédents). Les Distributions pour l'Impôt doivent être faites au prorata des Actionnaires conformément à leur Compte de Réserve.

(b) Deuxièmement, si le Conseil d'Administration détermine que d'autres Distributions intermédiaires devraient être faites, les fonds distribuables restants sont alloués au prorata des Actionnaires conformément à leur Compte de Réserve jusqu'à ce que le Compte de Réserve de chaque Actionnaire soit réduit à zéro.

Section 5.3. Non violation à la loi. Nonobstant toute disposition contraire potentielle contenue dans les Statuts, la Société ne doit pas procéder à une Distribution à un Actionnaire si cette Distribution est contraire à la Loi Applicable.

Section 5.4. Retenues à la Source. Tous les montants retenus à la source en vertu d'une loi fiscale à l'égard de tout paiement, distribution ou allocation à la Société doivent être traités comme des sommes versées à la Société.

Le Conseil d'Administration est autorisé à retenir à la source des Distributions ou allocations aux Actionnaires, et à verser à l'état, région, administration locale ou gouvernement étranger les sommes requises ainsi retenues. Le Conseil d'Administration alloue ces montants éventuels aux Actionnaires en rapport avec la Distribution ou l'allocation dont l'impôt a été retenu et traite ces montants comme étant effectivement distribués aux Actionnaires.

Section 5.5. Distributions d'actif et ventes à tempérament. Si des actifs de la Société sont distribués en nature en vertu de cet article V, ces actifs doivent être distribués aux Actionnaires dans les proportions auxquelles les Actionnaires auraient eu droit à des Distributions en espèce. Si les actifs sont vendus dans des transactions dont le gain est réalisé, mais non reconnu, ce gain sera pris en compte lorsqu'il sera réalisé dans le calcul du gain ou perte de la Société à des fins de répartition du Bénéfice Net ou Perte Nette en vertu du présent article V.

### **Section 5.6. Bénéfice Net ou Perte Nette.**

(a) Le «Bénéfice Net» ou la «Perte Nette» de la Société pour chaque Exercice Social ou une partie de celui-ci, désigne le revenu ou la perte de la Société pour ladite période (en ce compris tous les éléments de revenu, gain, perte ou déduction devant être déclaré séparément en vertu de la Loi Applicable) avec les ajustements pertinents, conformément à la Loi Applicable.



b) Allocations du Bénéfice Net. Le Bénéfice Net de la Société pour tout Exercice Social est alloué et comptabilisé aux Comptes de Réserve des Actionnaires comme suit:

(i) Si le montant total précédemment comptabilisé au Compte de Réserve d'un Actionnaire à l'égard de Pertes Nettes et de pertes nettes non réalisées inscrites conformément à la Section 4.3, dépassent le montant total précédemment comptabilisé au Compte de Réserve de l'Actionnaire à l'égard du Bénéfice Net et les gains non-réalisés inscrits vertu de la Section 4.3, alors le Bénéfice Net sera affecté (i) d'abord, en proportion du déficit du Compte de Réserve de chaque Actionnaire ayant un déficit jusqu'à ce que tous les déficits soient résorbés et (ii) ensuite, à chaque Actionnaire au prorata de la Participation de chaque Actionnaire de tout excédent de charges sur crédit jusqu'à ce que l'excès soit éliminé; et

(ii) Et après, le solde de ce Bénéfice Net est réparti aux Actionnaires au prorata de leur Participation dans la Société.

(c) Allocations de la Perte Nette. La Perte Nette de la Société pour tout Exercice Social est alloué et comptabilisé aux Comptes de Réserve des Actionnaires comme suit:

(i) La Perte Nette est répartie entre les Actionnaires ayant un solde positif à leur Compte de Réserve au prorata des Actions jusqu'à ce que le solde du Compte de Réserve de chaque Actionnaire soit de zéro; et

(ii) Toute Perte Nette est répartie entre les Actionnaires au prorata de leur Participation dans la Société.

Section 5.7. Allocations réglementaires. Bien que les Actionnaires ne prévoient pas que des événements nécessitant l'application de la Section 5.7 se déroulent, les dispositions régissant la répartition du revenu imposable, gain, perte, déduction et crédit (et autres éléments relatifs) sont inclus dans les Statuts afin de fournir les dispositions d'allocation de la Société contenant un dit «qualified income offset» et conformes à toutes les dispositions relatives à la répartition desdits «nonrecourse deductions» et «shareholder nonrecourse deductions» et la refacturation de ceux-ci (collectivement les «Affectations Réglementaires»); à condition, toutefois, que les Actionnaires aient l'intention que toutes les Affectations Réglementaires qui pourraient être nécessaires soient compensés par d'autres Affectations Réglementaires ou des allocations spéciales d'imposition, de sorte que la part de chaque Actionnaire au Bénéfice Net, Perte Nette et capital de la Société soit la même que si les événements nécessitant des Affectations Réglementaires n'aient pas eu lieu. A cet effet, le Conseil d'Administration, sur la base de l'avis des commissaires aux comptes de la Société ou conseillers fiscaux de la Société, est autorisé à procéder à de telles affectations spéciales qui pourraient être nécessaires pour réduire ou éliminer les distorsions économiques qui peuvent découler de toutes Affectations Réglementaires nécessaires.

## **Art. 6. Transfert d'actions.**

Section 6.1. Restrictions; Inscriptions des Actionnaires.

(a) Sauf stipulation expresse dans les Statuts ou avec le consentement préalable écrit de chacun des autres Actionnaires, aucun Actionnaire ne peut Transférer tout ou partie de sa Participation. Toutefois, les Actionnaires peuvent céder tout ou partie de leur Participation sans le consentement écrit des autres Actionnaires si (i) un tel Transfert (x) est une vente, cession ou transfert de propriété volontaire et la propriété effective de sa Participation est libre de toute Sûreté et de toutes charges, (y) est en contrepartie d'espèce payable à la clôture du Transfert, et (z) est effectué en conformité avec les conditions et procédures de la Section 6.3 (un Transfert qui satisfait aux exigences des alinéas (x), (y) et (z) est un «Transfert Autorisé»); ou (ii) un tel Transfert est à un ou plusieurs Cessionnaires Autorisés.

(b) Nonobstant les dispositions de la Section 6.1(a), aucun Transfert de tout ou partie de la Participation d'un Actionnaire ne doit être accompli si un tel Transfert (i) entraînerait une violation à la Loi Applicable, (ii) impliquerait que la Société ou un Actionnaire soit inscrit comme une société d'investissement ou un conseiller en placement en vertu de la Loi Applicable.

(c) Toute tentative de transférer une Participation qui n'est pas en conformité avec les Statuts sera nulle et non avenue et la Société ne fera rien pour permettre ou donner effet à tout Transfert de Participation dans ses livres et registres à moins que ce Transfert soit autorisé et ait été fait conformément aux modalités des Statuts.

Section 6.2. Transferts Autorisés. Nonobstant toute disposition contraire dans les Statuts, à tout moment un Actionnaire peut transférer la propriété économique et juridique de tout ou partie de sa Participation et/ou ses droits en vertu des Statuts à un ou plusieurs Cessionnaires Autorisés; à condition, toutefois, que si le cessionnaire d'un Actionnaire, qui au moment du transfert de Participation était un Cessionnaire Autorisé, cesse à un moment, par la suite, d'être un Cessionnaire Autorisé, alors ledit cessionnaire et l'Actionnaire devront permettre et donner effet sans attendre au transfert à l'Actionnaire ou à un Affilié de la propriété juridique et économique des Participations alors détenues par le cessionnaire.

Section 6.3. Vente à un Tiers; Droit de Premier Refus; Droit de Sortie; Obligation de Sortie.

(a) Si un Actionnaire (le «Actionnaire Cédant») souhaite effectuer un Transfert Autorisé (une «Vente à un Tiers») de tout ou partie de sa Participation à un ou plusieurs tiers ayant fait une offre écrite de bonne foi à l'Actionnaire Cédant consistant en espèce payable en US dollars à la clôture de la cession proposée (chacun individuellement un «Cessionnaire Désigné»), autre qu'une cession prévue par les Statuts, l'Actionnaire Cédant donne aux autres Actionnaires (individuellement l'«Actionnaire Non-Cédant») un avis écrit (l'«Avis de Vente») de son intention de vendre une telle Participation, en indiquant le nom et l'adresse du Cessionnaire Désigné, le nombre d'Actions proposées d'être cédées en vertu de cette offre écrite de bonne foi, le prix de vente proposé ainsi que les autres termes et conditions.

(b) Au cours des trente jours calendaires suivant la réception de cet Avis de Vente, chaque Actionnaire Non-Cédant a le droit, mais non l'obligation, de délivrer un avis à l'Actionnaire Cédant énonçant sa décision irrévocable soit:



(i) d'acheter, au même prix, et aux mêmes termes et conditions énoncés dans l'Avis de Vente délivré par l'Actionnaire Cédant, toutes les Actions (et non moins) comprises dans la Vente à un Tiers (le «Droit de Premier Refus»); à condition, toutefois, que:

(1) en cas d'Actionnaires Non-Cédant de différentes Classes exerçant leur Droit de Premier Refus, les Actionnaires Non-Cédant de même Classe que l'Actionnaire Cédant ont le droit d'acheter les Actions comprises dans la Vente à un Tiers et chaque Actionnaire Non-Cédant d'une autre Classe que l'Actionnaire Cédant n'a pas le droit d'acheter les Actions comprises dans cette Vente à un Tiers;

(2) dans le cas où plus d'un Actionnaire Non-Cédant de même Classe ont exercé leur Droit de Premier Refus, chaque Actionnaire Non-Cédant a le droit d'acheter la portion des Actions comprises dans la Vente à un Tiers relative au nombre d'Actions détenues par cet Actionnaire Non-Cédant à cette date par rapport au nombre total d'Actions détenues par les Actionnaires Non-Cédant qui ont exercés leur Droit de Premier Refus, et (3) le Droit de Premier Refus ne s'applique pas à toutes les actions pour lesquelles l'Obligation de Sortie Conjointe (tel que défini ci-dessous) a été invoquée; ou

(ii) d'imposer à l'Actionnaire Cédant, si celui-ci propose d'accomplir une Vente à un Tiers de plus de 5% des Actions émises et en circulation en une ou plusieurs cessions, d'inclure dans le projet de Vente à un Tiers tout ou partie (comme spécifié dans chaque avis à Actionnaire Non-Cédant) des Actions qu'il détient (l'«Actionnaire Sortant Autorisé») pour le même prix et aux mêmes termes et conditions qu'énoncés dans l'Avis de Vente (le «Droit de Sortie»).

En cas de Vente à un Tiers d'Actions Ordinaires, chaque Action Préférentielle de Série A incluse dans cette Vente à un Tiers par un Actionnaire Sortant Autorisé qui est un Actionnaire Préférentielle doit être convertie en une (1) Action Ordinaire immédiatement avant cette Vente à un Tiers.

En cas de Vente à un Tiers d'Actions Préférentielles de Série A, chaque Action Ordinaire incluse dans cette Vente à un Tiers par un Actionnaire Sortant Autorisé qui est un Actionnaire Ordinaire doit être convertie en une (1) Action Préférentielle de Série A immédiatement avant cette Vente à un Tiers.

Tout Actionnaire Non-Cédant exerçant son Droit de Premier Refus est tenu d'acquérir les Actions que l'Actionnaire Sortant Autorisé a décidé d'inclure dans la Vente à un Tiers; à condition, toutefois, que si l'un des Cessionnaires Désignés ou l'Actionnaire(s) Non-Cédant ayant exercé son Droit de Premier Refus n'est pas disposé à acquérir les Actions que l'Actionnaire(s) Sortant Autorisé a choisies d'inclure dans la Vente à un Tiers, le nombre d'Actions que l'Actionnaire Cédant peut céder dans ladite Vente à un Tiers et le nombre d'Actions de l'Actionnaire(s) Sortant Autorisé à inclure dans la Vente à un Tiers est réduit proportionnellement.

(c) L'Actionnaire(s) Cédant peut, pendant soixante jours, vendre toutes les Actions (mais pas moins), énoncées dans l'Avis de Vente, non acquises par les Actionnaires Non-Cédant conformément à la Section 6.3(b) au prix d'achat et selon les termes et conditions énoncés dans l'Avis de Vente; à condition, toutefois, que cette vente ne soit pas faite à des conditions plus favorables pour l'Actionnaire Cédant que celles énoncées dans l'Avis de Vente. Si la vente n'est pas réalisée dans le délai de soixante jours, les dispositions de la présente Section 6.3 s'appliquent à nouveau à toute vente future de ces Actions.

(d) Si un Actionnaire Non-Cédant choisit, aux termes du Droit de Premier Refus, d'acquérir les Actions de l'Actionnaire Cédant tel que proposé dans la Vente à un Tiers, la conclusion de celui-ci aura lieu le 30<sup>e</sup> jour suivant l'expiration du délai de 30 jours prévu par la Section 6.3(a). Le prix d'achat à payer pour les Actions doit être effectué en espèces payable à la clôture.

(e) La clôture de la vente des Actions par l'Actionnaire Cédant conformément audit Avis de Vente et par l'Actionnaire (s) Sortant Autorisé, le cas échéant, aura lieu simultanément, à la date de clôture communiquée par l'Actionnaire Cédant à l'Actionnaire non-Cédant(s) par écrit, mais pas plus de soixante jours après que le Droit de Sortie ait été exercé par notification écrite à l'Actionnaire Cédant, et selon les mêmes modalités et conditions décrites dans l'Avis de Vente (à condition, toutefois, que l'Actionnaire(s) Sortant Autorisé ne soit pas requis de donner des garanties autres que les Représentations Requises). Le prix d'achat à payer pour les Actions doit être effectué en espèces payable à la clôture.

(f) A tout moment, un ou plusieurs Actionnaires Cédants, qui, avec leurs Cessionnaires Autorisés respectifs, détiennent plus de 14,62% des Actions de la Société (les «Actionnaires Entrants Suite à la Sortie Conjointe»), proposent de conclure une Vente à un Tiers pour la totalité ou quasi-totalité des Actions de la Société, conformément à une offre écrite de bonne foi, dans la mesure où l'Actionnaire(s) Non-Cédant ne doit pas avoir exercé le Droit de Premier Refus ou le Droit de Sortie Conjointe, les Actionnaires Entrants Suite à la Sortie Conjointe ont le droit de forcer les autres Actionnaires (les «Actionnaires Sortants Obligés») de vendre, au même prix par Action et selon les mêmes modalités et conditions que celles applicables aux Actions devant être vendues par les Actionnaires Entrants Suite à la Sortie Conjointe, toutes les Participations (mais pas une partie) des Actionnaires Sortants Obligés de la Société (l'«Obligation de Sortie Conjointe»).

Si les Actionnaires Entrants Suite à la Sortie Conjointe choisissent d'exercer l'Obligation de Sortie Conjointe, les Actionnaires Entrants Suite à la Sortie Conjointe doivent fournir aux Actionnaires Sortants Obligés un avis écrit préalable et irrévocable de leur intention d'exercer l'Obligation de Sortie Conjointe qui indique le prix par Action payable en rapport avec le Transfert des Actions des Actionnaires Sortants Obligés aux Actionnaires Entrants Suite à la Sortie Conjointe (la «Vente de Sortie Conjointe Obligée»); à condition, toutefois, que (x) le prix par Action payable en relation avec la Vente de Sortie Conjointe Obligée ne doit pas être inférieure à la valeur de marché de ces Actions, tel que déterminée par une Entreprise d'Évaluation et (y) les Actionnaires Entrants Suite à la Sortie Conjointe doivent remettre

une copie de l'évaluation effectuée par l'Entreprise d'Evaluation à chacun des Actionnaires Sortants Obligés avec l'avis d'exercice de l'Obligation de Sortie Conjointe.

(g) La clôture de la vente des Actions par les Actionnaires Cédants et par les Actionnaires Sortants Obligés, le cas échéant, aura lieu simultanément, à la date de clôture communiquée par écrit par les Actionnaires Cédants aux Actionnaires Non-Cédants, mais pas plus de cent vingt jours après que l'Obligation de Sortie Conjointe ait été exercée, et selon les mêmes termes et conditions indiqués dans l'Avis de Vente (à condition, toutefois, que l'Actionnaire Sortant Obligé ne soit pas requis de donner des garanties autres que les Représentations Requises). Le prix d'achat à payer pour les Actions doit être effectué en espèce payable à la clôture.

## **Art. 7. Administration.**

### **Section 7.1. Conseil d'Administration.**

(a) La Société a un conseil d'administration (le «Conseil d'Administration»). Les Actionnaires nomment le Conseil d'Administration avec ses droits et responsabilités exclusives de diriger les affaires de la Société. Le Conseil d'Administration a le pouvoir de faire tout acte nécessaire ou utile en accord avec l'objet social de la Société, y compris tous les pouvoirs, statutaires ou autres, accordés aux administrateurs de la Société en vertu de la Loi Applicable.

(b) Le Conseil d'Administration est composé de quatre administrateurs nommés par la Société pour une période n'excédant pas six ans (individuellement un «Administrateur»). Tous les Administrateurs sont nommés et révoqués à tout moment conformément aux Sections 7.1(c) à 7.1(f). Un Administrateur occupe son poste jusqu'à ce que son successeur soit désigné ou jusqu'à son décès, démission ou révocation.

(c) Les Administrateurs seront nommés, révoqués et remplacés à tout moment de la manière suivante: (i) le nombre d'Administrateurs à nommer, révoquer (avec ou sans motif) et remplacer par les Actionnaires Préférentiels, tant qu'ils détiennent ensemble au moins 10% des Actions émises, est d'un, et (ii) le nombre d'Administrateurs à nommer, révoquer (avec ou sans motif) et remplacer par les Actionnaires Ordinaires, tant qu'ils détiennent ensemble au moins 70,38% des Actions émises, est de trois.

(d) Lorsque (i) les Actionnaires Préférentiels cessent de détenir ensemble au moins 10% des Actions émises et (ii) les Actionnaires Ordinaires détiennent ensemble au moins 70,38% des Actions émises, les Actionnaires Ordinaires ont le droit de nommer, révoquer (avec ou sans motif) et remplacer les quatre Administrateurs.

(e) Lorsque (i) les Actionnaires Ordinaires cessent de détenir ensemble au moins 70,38% des Actions émises et (ii) les Actionnaires Préférentiels détiennent ensemble au moins 10% des Actions émises, les Actionnaires Préférentiels ont le droit de nommer, révoquer (avec ou sans motif) et remplacer un Administrateur et les autres Administrateurs sont nommés, révoqués (avec ou sans motif) et remplacés par les Actionnaires détenant la majorité des Actions émises.

(f) Lorsque (i) les Actionnaires Ordinaires cessent de détenir ensemble au moins 70,38% des Actions émises et (ii) les Actionnaires Préférentiels cessent de détenir ensemble au moins 14,62% des Actions émises, les administrateurs seront nommés, révoqués (avec ou sans motif) et remplacés par les Actionnaires détenant la majorité des Actions émises.

(g) La Société sera engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux Administrateurs.

(h) Tout litige impliquant la Société, tant en tant que plaignant qu'en tant qu'accusé, est géré au nom de la Société par le Conseil d'Administration, représenté par son Président ou par l'Administrateur délégué à cet effet.

### **Section 7.2 Réunion du Conseil d'Administration.**

(a) Tout Administrateur peut participer à une réunion du Conseil d'Administration en personne, par téléphone ou par tout autre moyen de communication électronique. Lors d'une réunion du Conseil d'Administration, la présence, en personne ou par procuration, d'une majorité des Administrateurs forme un quorum. Un Administrateur peut autoriser un autre Administrateur à agir à sa place par procuration lors d'une réunion du Conseil d'Administration. Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les Administrateurs auront le même effet que les résolutions prises lors d'une réunion du Conseil d'Administration.

(b) Sauf pour les matières prévues à la Section 7.4, lors d'une réunion du Conseil d'Administration, toute mesure prise par le Conseil d'Administration doit être approuvée par une majorité des Administrateurs présents, en personne ou représenté, lors de ladite réunion. Chaque Administrateur a droit à un vote. Si le Conseil d'Administration n'est pas en mesure de prendre une décision sur une question qui n'est pas soumise à une majorité spéciale énoncée à la Section 7.4, la question sera soumise au vote des Actionnaires.

(c) Sauf pour les matières prévues à la Section 7.4, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société, et par conséquent de tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi Applicable ou par les Statuts aux Actionnaires relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

(d) Le Conseil d'Administration tiendra des réunions régulières (au moins trimestriellement) au moment et lieu déterminé par le Conseil d'Administration. Tout Administrateur ou le Président peut convoquer une réunion extraordinaire du Conseil d'Administration en envoyant un avis à chacun des Administrateurs comme indiqué à la Section 11.1.

(e) Le président du Conseil d'Administration (le «Président») est nommé chaque année par les Actionnaires Ordinaires, tant qu'ils détiennent ensemble au moins 51% des Actions émises. Le Président est responsable de la préparation de l'ordre du jour de chaque réunion du Conseil d'Administration (qui comprend les questions présentées par les autres Administrateurs) et la direction de chaque réunion du Conseil d'Administration.

(f) Sauf si contraire à la Loi Applicable, les Administrateurs peuvent participer aux réunions du Conseil d'Administration par vidéoconférence, téléconférence ou tout moyen de communication similaire par lequel toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et peuvent sans aucun doute s'identifier les uns les autres. Une telle participation est équivalente à une participation en personne à ladite réunion.

(g) Le Conseil d'Administration doit tenir un procès-verbal écrit de toutes ses réunions. Les procès-verbaux doivent être fournis à chaque Administrateur et originaux conservés au siège social de la Société.

Section 7.3. Rémunération et remboursement des Administrateurs. En contrepartie de leurs services d'Administrateurs, la Société peut verser à chaque Administrateur un montant à déterminer par les Actionnaires en tant que frais d'administration.

Section 7.4. Matières nécessitant le consentement des Actionnaires Préférentiels. Aucune des actions suivantes ne doivent être prises par le Conseil d'Administration, la Société ou toute Filiale de la Société sans le consentement préalable des Actionnaires Préférentiels détenant la majorité des Actions Préférentielles de Série A:

- (i) l'approbation du Plan d'affaires et Budget ou de toute modification substantielle de ceux-ci;
- (ii) la modification des Documents Constitutifs d'une Filiale de la Société, à l'exception des modifications mineures ou dans le cadre d'une augmentation de capital approuvé;
- (iii) tout investissement (en ce compris l'achat de Capital, ou l'octroi de tout prêt à toute personne);
- (iv) toute transaction avec un Actionnaire ou un Affilié autre que les transactions faites à valeur de marché;
- (v) la rémunération des Gérants Clés et dirigeants des Filiales de la Société;
- (vi) l'autorisation ou l'émission de Capital, en ce compris l'émission de nouvelles Actions (ou tout autre titre convertible en actions ou échangeables contre du Capital de la Société ou d'une Filiale de la Société);
- (vii) toute Offre de Fonds Propres de la Société ou d'une Filiale de la Société;
- (viii) l'accroissement de l'Endettement, ne figurant pas dans le Plan d'Affaires et Budget, par la Société ou une Filiale de la Société dépassant USD 50.000 ou son équivalent dans une autre devise, ou la modification d'une clause substantielle d'un dit Endettement;
- (ix) l'octroi d'une Sûreté à l'égard d'actifs ou de biens de la Société ou d'une Filiale de la Société, à l'exception des Sûretés Autorisées;
- (x) l'approbation de toute sorte de régime d'encouragement, plan de stock-options ou tout autre régime au profit des Gérants Clés, autres dirigeants et/ou salariés en général;
- (xi) l'entrée en coentreprise, partenariat ou alliance ou accord ou arrangement similaire;
- (xii) la fusion avec ou dans, ou le transfert de la totalité ou presque de la Société ou des actifs de toute Filiale de la Société (en une ou une série de transactions liées), à toute Personne;
- (xiii) la dissolution ou la liquidation d'une Filiale de la Société;
- (xiv) l'acquisition (si dans une transaction ou une série de transactions liées) de tout actif, bien ou entreprise, ou conclusion de tout contrat, engagement, accord ou plan qui prévoit des paiements, dépenses ou accroissement des passifs de la Société ou d'une Filiale de la Société, de plus de USD 150.000 ou contrats par lesquels la Société ou une Filiale de la Société sont en droit de recevoir plus de USD 400 000;
- (xv) la nomination ou la révocation d'un des Gérants Clés et tout autre dirigeant clé ou employé de la Société ou d'une Filiale de la Société;
- (xvi) la nomination et révocation des commissaires aux comptes, comptables et conseillers juridiques, (xvii) la déclaration et le paiement de toute Distribution à l'égard du Capital de la Société;
- (xviii) tout événement de Faillite;
- (xix) la formation d'une Filiale de la Société; et
- (xx) la conclusion par la Société ou une Filiale de la Société de contrats de licences, contrats de représentation ou contrats de distribution de toute nature.

Section 7.5. Attributions du Conseil d'Administration. Sans limiter l'applicabilité d'une quelconque disposition des Statuts, le Conseil d'Administration a les attributions prévues par la Loi Applicable.

Section 7.6. Transactions intéressées. Dans la mesure permise par la Loi Applicable, aucun Administrateur n'est réputé avoir manqué à son devoir de loyauté envers la Société ou les Actionnaires (et cet Administrateur ne sera pas responsable vis-à-vis de la Société ou des Actionnaires pour tout manquement à une obligation de loyauté ou similaire) à l'égard de toute action ou omission dans le cadre ou en rapport avec une transaction qui a été approuvée en conformité avec les Statuts.

#### **Art. 8. Affaires de la société et des filiales de la société.**

Section 8.1. Opérations quotidiennes. Les opérations quotidiennes des Filiales de la Société sont gérées par le chef de la direction (le «Chef de Direction»), les Gérants Clés et autres dirigeants des Filiales de la Société. Le Chef de Direction et autres dirigeants sont nommés par le Conseil d'Administration avec l'accord des Actionnaires Préférentiels détenant la majorité des Actions Préférentielles de Série A conformément à la Section 7.4.

Tout remplacement du Chef de Direction ou de l'un des Gérants Clés doit être fait avec l'accord des Actionnaires Préférentiels détenant la majorité des Actions Préférentielles de Série A conformément à la Section 7.4.

Section 8.2. Activités des Filiales de la Société. Pour l'application des Statuts, les activités des Filiales de la Société se composent de la fourniture de logiciels pour l'industrie des services financiers, en ce compris mais non limité à un système de base, gestion multicanale, services bancaires sur Internet, centre d'appels, libre-service, automatisation et systèmes bancaires mobiles.

Section 8.3. Non concurrence; Non sollicitation.

(a) Lorsqu'un Actionnaire détient une Participation dans la Société, pour une période de deux ans à compter de la prise de participation dans la Société:

(i) Ledit Actionnaire ne peut pas, directement ou indirectement, s'engager ou investir, détenir, gérer, exploiter, financer, contrôler, ou participer à la détention, gestion, fonctionnement, financement, ou contrôle, être employé par, associé à, ou d'une quelconque manière liée à, prêter son nom ou un nom similaire, prêter son crédit, ou rendre des services ou des conseils, à l'activité de la Société ou une des Filiales de la Société, et fera en sorte que ses Affiliés (autres que la Société et les Filiales de la Société) ne le fassent pas également.

(ii) Ledit Actionnaire ne peut pas, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour toute autre Personne, (a) induire ou tenter d'inciter un employé de la Société ou des autres Actionnaires ou d'une des Filiales de la Société de quitter son emploi au sein de la Société ou de l'une des Filiales de la Société, (b) en aucune façon interférer dans la relation entre les Filiales de la Société et tout employé de la Société ou d'une des Filiales de la Société, ou (c) employer, ou autrement engager ou embaucher un employé, un entrepreneur indépendant, ou un employé de la Société ou d'une des Filiales de la Société, et fera en sorte que ses Affiliés (autres que la Société et les Filiales de la Société) ne le fassent pas également.

(iii) Chaque Actionnaire ne peut, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour toute autre Personne, convaincre ou tenter de convaincre toute Personne qui fournit des biens et services à la Société ou l'une des Filiales de la Société de ne pas faire affaire avec la Société ou l'une des Filiales de la Société ou de réduire le volume d'affaires qu'il fait avec la Société ou l'une des Filiales de la Société, et fera en sorte que ses Affiliés ne le fassent pas également.

(b) Aucun Actionnaire ne peut, ou ne peut permettre à ses Affiliés, sans limitation de durée, de faire des déclarations désobligeantes concernant la Société ou l'une des Filiales de la Société, ses dirigeants, ses Actionnaires, les administrateurs de ses Actionnaires, ses employés, ses produits ou services, qui pourraient blesser, nuire ou endommager les relations entre la Société ou l'une des Filiales de la Société et leurs employés, dirigeants, Actionnaires, administrateurs, clients ou fournisseurs ou tout bailleur, locataire, vendeur, fournisseur, client, distributeur, consultant ou autre personne associée à la Société ou à ses Filiales de la Société.

(c) Pour éviter tout ambiguïté, les dispositions de la Section 8.3 s'appliquent aux Actionnaires et ses Affiliés.

Section 8.4. Assistance et conseil. Chaque Actionnaire doit fournir à la Société et à chacune des Filiales de la Société, l'aide et les conseils nécessaires sur les questions relatives à l'activité et l'expertise dudit Actionnaire.

Le Conseil d'Administration doit, par un vote à la majorité, déterminer le montant des frais qui peuvent être approuvés par le Chef de Direction de la Société, et le montant des dépenses qui nécessitent l'approbation du Conseil d'Administration.

Section 8.5. Opérations entre apparentés. Toute transaction et accord entre la Société et un Actionnaire ou un Affilié sera conclu sur base des prix de marché et approuvé par le Conseil d'Administration.

## **Art. 9. Liquidation de la société.**

Section 9.1. Liquidation. Dès que possible après la dissolution de la Société pour une raison quelconque, la Société sera liquidée. Le liquidateur nommé par les Actionnaires (le «Liquidateur») procède à la vente des actifs de la Société dans le cadre de la liquidation de la Société (la «Réalisation des Actifs») et la distribution décrite dans la Section 9.2. Durant la Réalisation des Actifs, le Liquidateur doit faire tous les efforts raisonnables pour réduire la trésorerie et actifs équivalents de la Société qu'il jugera opportun de vendre, sous réserve de l'obtention du juste prix des actifs et de toute taxe ou autres considérations juridiques. Un compte rendu complet des actifs et passifs de la Société doit être fait et un bilan intérimaire doit être fourni par le Liquidateur à chaque Actionnaire peu après la distribution de la totalité des actifs de la Société.

Section 9.2. Distribution finale. Après la Réalisation des Actifs, le boni de liquidation et les autres actifs de la Société sont distribués en une ou plusieurs fois, dans l'ordre de priorité suivant:

- (a) D'ABORD, pour le paiement des frais de liquidation et dissolution de la Société;
- (b) DEUXIEMEMENT, pour payer tous les créanciers de la Société, autres que les Actionnaires vis-à-vis des Distributions alors qui leur sont dues, soit par le paiement de ces dettes ou la formation d'une provision raisonnable;
- (c) TROISIEMEMENT, pour constituer des réserves, pour un montant établie par le Liquidateur, afin de satisfaire les autres passifs de la Société, en ce compris ceux vis-à-vis des Actionnaires sauf à l'égard des Distributions qui leur sont dues;
- (d) QUATRIEMEMENT, aux Actionnaires Préférentiels conformément à la Section 5.2; et
- (e) CINQUIEMEMENT, aux Actionnaires Ordinaires conformément à la Section 5.2.

## **Art. 10. Indemnité.**

Section 10.1. Général. Dans les limites autorisées par la Loi Applicable, la Société s'engage à indemniser, défendre et tenir non responsable chaque membre du Conseil d'Administration et chacun des Gérants Clés (collectivement les «Personnes Indemnisées», et individuellement la «Personne Indemnisée»), vis-à-vis de toute responsabilité, perte, réclamation et dommage encourus par la Personne Indemnisée en raison de tout acte accompli ou omis d'être accompli par la Personne Indemnisée dans le cadre de l'activité de la Société ou d'une Filiale de la Société, et à l'égard des responsabilités ou obligations de la Société ou des Filiales de la Société imposées à cette Personne Indemnisée en vertu de sa position par rapport à la Société ou à une Filiale de la Société, en ce compris les honoraires et frais raisonnables d'avocat et les montants engagés ou dépensés dans le règlement de telles revendications de responsabilité, perte ou dommage (en ce compris les honoraires et débours raisonnables engagés par l'avocat de toute Personne Indemnisée, dans le cadre de l'enquête, la préparation, la défense, ou pour faire appel aux actions, réclamations formelles ou non, enquête ou autre procédure, que ce soit ou non dans le cadre de litiges en cours ou en instance, causé par ou résultant de ou en rapport avec la Personne Indemnisée agissant conformément à leurs obligations ou engagement); à condition, toutefois, que si la responsabilité, perte, dommage ou réclamation découle de toute action ou omission d'une Personne Indemnisée, l'indemnisation en vertu de cette Section 10.1 ne sera applicable que si:

(a) (i) soit la Personne Indemnisée, au moment d'une telle action ou omission, détermine de bonne foi que sa ligne de conduite était conforme, ou ne s'opposait pas, à l'intérêt supérieur de la Société ou des Filiales de la Société ou (ii) dans le cas d'une omission de la Personne Indemnisée, la Personne Indemnisée n'avait pas l'intention que son inaction nuise ou soit contraire à l'intérêt supérieur de la Société ou des Filiales de la Société, et

(b) l'action ou l'omission ne constitue pas une fraude ou une faute intentionnelle de la part de la Personne Indemnisée; pour autant, cependant, que l'indemnisation en vertu de cette Section 10.1 ne soit recouvrable seulement de l'actif de la Société et non d'un actif des Actionnaires.

La Société payera ou remboursera les honoraires raisonnables d'avocat de la Personne Indemnisée, à condition que cette Personne Indemnisée s'engage à rembourser le montant ainsi payé ou remboursé si une décision définitive non susceptible de recours rendue par un tribunal compétent décide que cette Personne Indemnisée n'a pas droit à une indemnisation en vertu de cette Section 10.1.

La Société peut payer pour la couverture d'assurance portant sur la responsabilité des Personnes Indemnisées pour négligence dans l'exploitation de la Société ou dans les activités des Filiales de la Société. Cette indemnisation s'applique également aux mesures prises ou omises d'être prise par une Personne Indemnisée avec le consentement de la Société ou des Actionnaires ou en conformité avec les instructions données par la Société ou les Actionnaires, ou résultant de l'engagement de la Personne Indemnisée.

La Société s'engage en outre à ne pas, sans le consentement préalable écrit de la Personne Indemnisée, régler, transiger ou consentir concernant un jugement en instance ou une menace de réclamation, action, poursuite ou procédure pour laquelle une indemnisation peut être demandée (peu importe si la Personne Indemnisée est une partie ou potentiellement une partie à une telle réclamation, action, poursuite ou procédure) à moins que ce règlement, compromis ou accord comprenne une libération inconditionnelle de la Personne Indemnisée de toute responsabilité découlant d'une telle réclamation, action, poursuite ou procédure.

Ce droit à l'indemnité est en surplus de tout droit que la Personne Indemnisée a de par la Loi Applicable, et reste pleinement applicable après l'achèvement ou la résiliation de son mandat ou de son engagement.

Section 10.2. Disculpation. Aucune Personne Indemnisée n'est responsable, en cas de dommages ou autre, vis-à-vis de la Société ou d'un Actionnaire pour toute perte découlant d'un acte accompli ou omis d'être accompli par celle-ci en vertu de l'autorisation conférée par les Statuts si (a) soit (i) la Personne Indemnisée, au moment de l'action ou l'omission, détermine de bonne foi que sa ligne de conduite était conforme, ou ne s'opposait pas, à l'intérêt supérieur de la Société, ou (ii) dans le cas d'omission de la Personne Indemnisée, la Personne Indemnisée n'avait pas l'intention que son omission soit dommageable ou contraire à l'intérêt supérieur de la Société et (b) la ligne de conduite de la Personne Indemnisée ne constitue pas une fraude, négligence grave ou faute lourde de ladite Personne Indemnisée.

Section 10.3. Accords de procédure. La Société peut contracter avec toute Personne Indemnisée concernant les procédures, devant être en conformité avec la Loi Applicable, pour la mise en oeuvre des indemnités prévues dans cet article X.

**Art. 11. Divers.** L'article 11.1. Avis. Tout avis ou autre communication requise ou autorisée en vertu des Statuts est réputé avoir été dûment donné (i) cinq Jours Ouvrables suivant le dépôt à la poste s'il est envoyé par courrier recommandé, (ii) lors de l'envoi, s'il est envoyé par fax, si la réception est confirmée par écrit par le fax ou par d'autres moyens, (iii) lors de la livraison, si elle est remise personnellement au destinataire et (iv) deux Jours Ouvrables suivant le dépôt du courrier à un service de livraison expresse reconnu au niveau national; dans chaque cas, adressé au siège social ou à l'adresse de la Personne concernée.

Section 11.2. Divers. Tout point non régi par les Statuts doit être interprété conformément à la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre.

*Septième résolution*

Les Actionnaires décident de:



(i) accepter la démission des gérants actuels de la Société et octroyer leur décharge intégrale;

(ii) nomination des individus suivants en tant qu'administrateur de la Société pour une période de 6 ans à compter de la date du transfert du siège social, de l'établissement principal et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg:

- Ricardo Lisandro BRIL, né le 9 mars 1951, à Buenos Aires, Argentine, ayant sa résidence professionnelle au Republica de Eslovenia 1970 8 B, Buenos Aires 1426, Argentine;

- Miguel SANTOS, né le 6 mai 1970, à Tigre, Argentine, ayant sa résidence professionnelle au Villaflor 550, 19<sup>th</sup> floor, Apt 2, Caba C1107CIL, Argentine;

- Adrián Marcelo IGLESIAS, né le 3 novembre 1967, à Buenos Aires, Argentine, ayant sa résidence professionnelle au Ciudad de la Paz 2211, 7<sup>th</sup> floor, Apt H, Buenos Aires C1428CPK, Argentine;

- Germán PUGLIESE BASSI, né le 28 octobre 1967, à Buenos Aires, Argentine, ayant sa résidence professionnelle au 2560 NE 209<sup>th</sup> TER, Miami, FL 33180-1044, Etats-Unis d'Amérique.

(iii) nommer PRICEWATERHOUSECOOPERS, société cooperative, ayant son siège social 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le matricule B 65.477, comme réviseur d'entreprises agréé de la Société, pour une période de 1 an à compter de la date du transfert du siège social, de l'établissement principal et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg

#### *Huitième résolution*

Les Actionnaires décident d'établir le siège social, l'établissement principal et l'administration centrale de la Société au 6, Rue Eugène Rupert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 05 septembre 2014. Relation: EAC/2014/11879. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M.Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014142484/1642.

(140161799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

#### **Eudora Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 143.936.

#### **EXTRAIT**

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014, ont décidé de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Heiko Dimmerling, Thomas Sonnenberg, Michiel Kramer et Antonis Tzanetis ont également changés. Lesdits gérants résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Le gérant Mats Eklund a également transféré son adresse professionnelle au 9 South Street, 3<sup>ème</sup> étage, Londres, W1K 2XA, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Eudora HoldCo S.à r.l.*

Référence de publication: 2014144057/18.

(140164329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 septembre 2014.